

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES DROITS CIVILS

MAINTENUS EN CAS D'ANNEXION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Lundi 3 juin 1907, à 2 h. 1/2

PAR

Georges GOUPY

Président : M. PILLET, professeur

*Suffragants : { MM. PIÉDELIÈVRE, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE,
agréés.*

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^e.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES DROITS CIVILS

MAINTENUS EN CAS D'ANNEXION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Lundi 3 juin 1907, à 2 h. 1/2

PAR

Georges GOUPY

Président : M. PILLET, professeur.

Suffragants : { MM. PIÉDELIÈVRE, *professeur.*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE,
agrégé.



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^e.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

—
1907

A LA MEMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

DES

DROITS CIVILS

MAINTENUS EN CAS D'ANNEXION

INTRODUCTION

La plupart des annexions continentales sont suivies de la promulgation des lois de l'État annexant, dans le territoire nouvellement acquis. Or, avant cette promulgation et sous l'empire des lois anciennes du pays annexé, des droits ont pris naissance qu'il serait impolitique autant qu'injuste de ne pas maintenir. Il faut donc rechercher dans quelle mesure les lois anciennes continueront à régir, après l'annexion, les situations nées sous leur empire.

Les auteurs de théories sur la non-rétroactivité des lois raisonnent sur l'hypothèse où deux lois successives émanent d'un même souverain. L'hypothèse que

nous envisagerons n'est pas la même : au cas de promulgation consécutive à une annexion, les lois qui se succèdent émanent de souverainetés différentes, et leur succession n'est pas due directement à l'abrogation de l'une d'elles, mais au passage d'un territoire et d'une population d'une souveraineté sous une autre.

A ces hypothèses différentes, on a tenté d'appliquer des systèmes différents. Dans les meilleurs traités (1) concernant l'annexion, nous trouvons émise cette opinion que le respect des situations préexistantes doit être au cas d'annexion, plus large que dans le cas ordinaire où des lois émanant d'un même souverain se succèdent sur le même territoire. « Il faut, dit M. Cabouat, abandonner la « règle ordinaire qui permettrait de soumettre immé-
« diatement à la législation nouvelle les intérêts ou
« simples expectatives et les respecter toujours, à
« moins qu'un motif d'ordre public n'en exige im-
« périusement le sacrifice. »

Envisageant l'hypothèse de la promulgation consécutive à une annexion, M. Pillet (2) émet l'opinion que la loi de l'État démembré « doit être respectée

1. Selosse. *Traité de l'annexion*. p. 353. Cabouat. *Des annexions de territoire et de leurs principales conséquences*. Thèse, Paris, 1881. p. 219.

2. Pillet. *Principes de droit international privé*, p. 526 et suivantes.

« sur bien des points qui font certainement partie
« du domaine de l'ordre public. »

Faut-il accepter ces théories qui déclarent la non-rétroactivité plus large en matière d'annexion que partout ailleurs, ou maintenir au contraire l'application des principes ordinaires et admettre, comme le fait M. Labbé, que la promulgation de ses lois par un État annexant « exerce sur les droits des particuliers ni plus ni moins d'influence qu'un changement de législation, la promulgation d'une loi « nouvelle dans un seul et même État (1) ? »

∴

La question de savoir dans quelle mesure les lois d'un État annexant peuvent porter atteinte aux situations juridiques nées sous l'empire de l'ancienne loi du pays annexé ne pouvait pas autrefois se poser.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, en effet, les États annexants maintenaient aux territoires par eux acquis leurs coutumes et leurs lois anciennes, et le conflit qui résulte de la succession des lois de l'État annexant à celles de l'État démembré ne pouvait se produire.

A la fin du XVIII^e siècle, l'unification accomplie

1. Note sous un arrêt de la Cour de Grenoble du 6 juillet 1882, S. 1884.2.209.

dans la législation française amena la France à étendre ses lois aux territoires par elle acquis. C'est depuis cette époque seulement que peut se poser la question de savoir dans quelle mesure les lois de l'État démembré continuent, après l'annexion, à régir les situations nées sous leur empire.

PREMIÈRE PARTIE

PRINCIPES

CHAPITRE PREMIER

De la non-rétroactivité.

I

Avant de nous demander si le principe de non-rétroactivité doit être plus largement entendu quand il s'agit de l'appliquer après une annexion, il nous faut poser la formule à laquelle il convient de nous arrêter, pour définir la non-rétroactivité, telle qu'elle fonctionne lorsque n'intervient aucun élément international. Or, la manière dont il faut entendre la rétroactivité des lois est un des points les plus obscurs de la science juridique. La plupart des formules proposées ne résistent pas à l'examen.

Lorsqu'une loi nouvelle est promulguée, nul doute

qu'elle ne s'applique aux situations juridiques qui prendront naissance après sa promulgation. Il n'en est pas de même de celles qui existaient antérieurement et l'on s'accorde à décider que nombre d'entre elles doivent être soustraites à l'application de la loi nouvelle. Toutefois, de graves difficultés s'élèvent parmi les auteurs qui cherchent à dégager le caractère commun de toutes ces situations juridiques, afin d'en donner une définition qui permette de facilement les reconnaître.

La plupart de ceux qui ont cherché à définir la rétroactivité distinguent entre les droits acquis et les simples expectatives. La loi est rétroactive quand elle porte atteinte à des droits acquis; elle ne l'est pas quand elle détruit de simples expectatives.

Cette distinction fut exposée pour la première fois en 1826 par Blondeau (1). Adoptée après lui par tous les jurisconsultes, consacrée par la jurisprudence, elle est devenue l'inébranlable vérité devant laquelle échouent les démonstrations les plus évidentes faites de son inexactitude.

Dans un article remarquable de la *Revue critique*, M. de Varcilles-Sommières (2) s'est attaqué à

1. Blondeau. *Essai sur ce qu'on appelle effet rétroactif des lois*. Thémis, t. VII, p. 289 et suivantes.

2. De Varcilles-Sommières. *Une théorie nouvelle sur la rétroactivité des lois*. « *Revue critique de législation et de jurisprudence* ». Année 1893, pp. 444 et suivantes, 492 et suivantes.

cette distinction classique et en a démontré le mal fondé. Après lui M. Planiol (1) a repris cette critique et déclaré la distinction classique inexacte. Cependant, la jurisprudence persiste à en faire la base de ses décisions et la doctrine la base de ses systèmes.

Aussi brièvement que possible, nous rappellerons les arguments qui doivent conduire à l'abandon de la distinction classique des droits acquis et des simples expectatives.

Dans son sens véritable, l'expression de droits acquis s'oppose à celle de droits innés et désigne tous les droits que nous ne tenons pas de la seule nature. Le droit de se marier est un droit inné, les droits dont l'ensemble constitue la puissance maritale sont des droits acquis.

Si l'on s'arrêtait à cette définition, il faudrait ranger parmi les droits acquis le droit de vote et l'éligibilité et déclarer rétroactive la loi qui toucherait à l'un d'eux ; or, il est unanimement admis qu'il n'y aurait point de rétroactivité dans le fait de nous enlever l'un de ces droits.

Devant l'impossibilité de définir la rétroactivité en maintenant à l'expression de droits acquis son sens naturel, les jurisconsultes français n'ont pas hésité à

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, nos 221 et 222.

lui donner une signification différente, mais parfaitement arbitraire, en opposant aux droits acquis non plus les droits innés, mais les simples expectatives.

La plupart des définitions données du droit acquis expriment l'idée d'acquisition complète, terminée, du droit. Pour les uns, le droit acquis est celui qui ne peut nous être enlevé ; l'expectative, une espérance susceptible de s'évanouir. Ainsi comprise, la distinction des droits acquis et des expectatives ne nous fournit aucun critérium : à la question de savoir quels sont les droits auxquels ne s'applique pas la loi nouvelle, elle répond en désignant ceux que la loi nouvelle ne peut nous enlever. C'est là par excellence ce qu'on appelle répondre à la question par la question.

D'autres jurisconsultes plus nombreux, afin d'atténuer l'absolutisme de la formule précitée, la complètent en définissant le droit acquis celui qui ne peut nous être ravi ni par la volonté de celui de qui nous le tenons, ni par celle d'un tiers (1). C'est tomber de Charybde en Scylla. La restriction qui termine cette définition, à moins qu'elle ne soit qu'un

1. D'après Merlin (*Répertoire*, v^o *Effet rétroactif*, sect. 3, § 1, n^o 3), les droits acquis sont « les droits qui sont entrés dans notre patrimoine, qui en font partie et que ne peut plus nous ôter celui de qui nous le tenons. » Cette définition est reproduite en substance par la plupart des auteurs.

assemblage de mots surabondants, signifie qu'il existe des droits acquis susceptibles de nous être ravis, pourvu qu'ils ne le soient pas dans certaines conditions. Cette réponse à la question qui nous occupe est certes singulière : il s'agissait en effet de rechercher quels sont les droits que personne ne peut nous ôter, et voici que les termes de la définition qu'on nous en donne embrassent des droits susceptibles de nous être ravis.

La fausseté des conséquences auxquelles conduit la logique de ce système est d'ailleurs la meilleure preuve de son inexactitude. Le droit de vote, le droit de chasse et de pêche, la capacité, sont des droits que personne ne peut nous ravir ; faut-il donc décider qu'ils sont des droits acquis et que la loi qui leur porterait atteinte serait rétroactive ? Les auteurs qui ont posé la définition que nous critiquons décident, comme tous les autres, qu'il n'y a pas là de droit acquis. En sens inverse, le bénéficiaire du testament d'une personne encore vivante n'a qu'une expectative qui peut lui être retirée par la volonté du disposant ; cependant, d'après presque tous les auteurs, serait rétroactive la loi qui déclarerait nul à raison de sa forme, un testament antérieur jusqu'à valable. A chaque pas, donc, il faut abandonner la définition d'abord posée, ranger parmi des expectatives des droits qui ne peuvent nous être enlevés et, parmi les droits acquis, de simples espérances que

peut nous retirer la volonté d'un tiers. Cette définition devient dès lors parfaitement inutile.

M. Baudry-Lacantinerie (1) entend par expectatives « les facultés légales non encore exercées », comme le droit d'acheter, et par droits acquis « les facultés légales régulièrement exercées », comme la propriété de tel bien quand on l'a acheté. Avec ce critérium, il ne resterait plus un seul droit acquis, car un droit n'est jamais qu'un ensemble de facultés non exercées quand bien même il résulterait de l'exercice d'une faculté préexistante. Le droit de propriété d'un bien déterminé, acquis par l'exercice de la « faculté légale » d'acheter, n'est lui-même que l'ensemble des facultés non exercées que l'on a coutume de désigner par l'expression latine : « *Uti, frui, abuti.* »

D'après d'autres auteurs, le droit acquis est le droit qui fait partie de notre patrimoine et que nous pouvons céder, mais ces mêmes auteurs rangent ensuite l'état d'époux, la nationalité, parmi les droits acquis, bien qu'ils ne soient pas dans notre patrimoine et qu'ils soient intransmissibles.

D'autres fois, l'on désigne par l'expression « droits acquis » les droits qui résultent d'un fait de l'homme, et par expectatives ceux qui nous sont concédés directement par la loi positive ou naturelle. Mais

1. Baudry-Lacantinerie. *Traité théorique et pratique de droit civil*, tome I, n° 133.

ensuite l'on range, parmi les droits que la loi ne peut nous enlever, la nationalité résultant des circonstances de la naissance, ou le droit de l'héritier dans une succession ouverte, qui sont des concessions directes de la loi. Au contraire, l'incapacité de la femme mariée, qui résulte d'un fait de l'homme, est classée parmi les expectatives.

MM. Aubry et Rau se servent eux aussi des expressions de « droits acquis » et de « simples expectatives » mais, nulle part ils ne nous donnent de définition d'ensemble des uns ou des autres. Ils se contentent de passer en revue de nombreux cas particuliers, pour dire dans chacun de ces cas s'il faut appliquer la loi nouvelle ou, au contraire, maintenir l'ancienne. Le silence de MM. Aubry et Rau n'est pas la moindre preuve de l'impossibilité de donner une définition satisfaisante du droit acquis.

M. Laurent (1) et après lui M. Huc (2) ont cru sortir de difficulté en substituant, à la distinction usuelle des droits acquis et des expectatives, celle du droit et de l'intérêt. Les lois qui supprimeraient ou modifieraient un droit seraient rétroactives ; celles qui toucheraient à des intérêts ne le seraient pas.

Cette théorie résiste moins encore que les précédentes à l'examen. Qu'est-ce en effet qu'un droit ?

1. Laurent. *Principes*, t. I, n°s 153-161.

2. Huc. *Commentaire*, t. I, n° 60.

Un intérêt ne devient-il pas un droit sitôt qu'il est reconnu par la loi ? Ces auteurs entendent-ils dire que toute loi est rétroactive qui modifie pour l'avenir l'un quelconque de nos droits, serait-ce le droit de vote, le droit de réunion ou la capacité civile ? Ce n'est pas du tout là ce que ces auteurs ont voulu dire, car, dans le cours de leurs explications, ils déclarent qu'une loi nouvelle peut, sans rétroactivité, nous enlever l'un de ces droits. Serait-ce alors qu'ils refusent à ces différents droits la qualification de droits et les considèrent comme de simples intérêts ? Cela serait étrange et ce n'est pas, en tous cas, ce qui résulte de la définition donnée du droit par M. Laurent : « On entend par droits, des facultés accordées ou réglées par la loi » ; ni de celle donnée par M. Huc, pour qui le droit diffère de l'intérêt en ce qu'il est protégé par une action ou une exception. Or, le droit de vote, de chasse ou de pêche, nous sont reconnus par la loi et sont munis d'action.

D'autres essais de théories des droits acquis ont encore été tentés, qui tous aboutissent aux mêmes obscurités et aux mêmes contradictions. Les définitions du droit acquis et de l'expectative une fois posées, on est bientôt obligé de les abandonner et de ranger, dans l'une des deux catégories, des situations juridiques correspondant à la définition de l'autre. Les définitions d'abord posées, démenties à chaque instant par les faits, ne nous servent plus de rien ;

elles deviennent même un embarras et souvent un piège à éviter.

..

Nous avons vu que les tentatives faites pour définir les droits acquis et les expectatives ont successivement échoué. Ces échecs si nombreux nous permettent de penser que ni l'une ni l'autre de ces deux catégories ne présente de caractère qui lui soit propre et nous font conclure à l'impossibilité de donner d'elles une définition quelconque.

M. de Vareilles-Sommières, après s'être dégagé de la distinction traditionnelle des droits acquis et des expectatives, s'est orienté dans une voie nouvelle pour découvrir ce critérium. Il est ainsi parvenu à nous donner ce qui nous manquait : une théorie simple et précise, permettant de résoudre toutes les difficultés que la rétroactivité soulève. Nous allons donc exposer cette théorie, et c'est elle qui nous servira, dans la seconde partie de ce travail, à apprécier la jurisprudence.

Nous avons déjà dit que toute loi nouvelle régissait normalement les conséquences des faits accomplis après sa promulgation. Nous pouvons affirmer de façon tout aussi certaine qu'elle ne peut supprimer ni modifier sans rétroactivité les conséquences déjà réalisées de faits antérieurs. Ainsi, serait rétroactive la loi qui déclarerait nulles et de nul effet les

ventes antérieures sous seings privés, reconnues variables par la loi ancienne. C'est pour cette raison qu'était rétroactive la loi sur les successions, du 17 nivôse an II, déclarée applicable à toutes les successions ouvertes depuis le 14 juillet 1789, même à celles déjà liquidées et partagées.

La question de savoir si une loi est ou n'est pas rétroactive ne se pose que quand il s'agit d'une loi modifiant ou supprimant, pour l'avenir, des droits résultant de faits ou d'actes antérieurs à sa promulgation.

Pour savoir si l'une de ces lois est entachée de rétroactivité, il faut s'attacher, non pas au droit qu'elle supprime ou modifie, mais au motif pour lequel elle y porte atteinte.

La loi nouvelle est rétroactive lorsqu'elle supprime ou modifie pour l'avenir un droit à *raison d'un fait passé* ; ce qui a lieu lorsqu'elle le fait au détriment de ceux qui ont acquis ce droit dans le passé, par tel mode ou dans telle forme ou dans telle circonstance, ou qui ont accompli dans le passé un certain acte.

« Alors, en effet, c'est le fait passé que la loi sou-
« met à une règle nouvelle ; ce n'est point le droit
« qu'elle nous enlève qui est l'objet de ses préoccupa-
« tions et de ses dispositions : la preuve c'est qu'elle
« le laisse subsister intact aux mains de ceux qui ne
« l'ont pas acquis de telle façon ou qui n'ont pas
« accompli tel autre acte déterminé. C'est le fait passé,

« à l'occasion duquel elle nous enlève le droit qu'elle
« vise, qu'elle saisit, qu'elle entraîne sous son em-
« pire (1). »

Ainsi serait rétroactive la loi qui déclarerait nul, à raison de l'absence de certaines formalités ou de certaines conditions de capacité, un acte antérieurement accompli conformément à la loi alors en vigueur. Une telle loi soumettrait la validité initiale d'un acte à des conditions posées après son accomplissement ; elle ferait un grief à ses auteurs de ne s'être pas soumis à des règles qu'ils ne pouvaient prévoir. Serait donc rétroactive la loi qui déclarerait nuls et de nul effet les testaments olographes antérieurement dressés par des personnes encore vivantes ; la loi qui permettrait d'attaquer pour lésion tous les contrats déjà conclus, ou pour dol les mariages antérieurement accomplis ; rétroagirait également la loi qui déclarerait valables les mariages précédemment conclus par des mineurs sans le consentement de leurs parents. Toutes ces lois iraient en effet chercher dans le passé un acte pour le régir autrement que la loi contemporaine, lui attribuer des vices que cette loi n'y voyait pas.

La loi qui déclarerait délictueux un acte juridique jusque-là licite rétroagirait si elle englobait dans ses dispositions des actes précédemment accomplis.

1. De Vareilles-Sommières, *op. cit.*, p. 464.

Elle serait rétroactive, car elle irait aussi chercher dans le passé certaines de nos actions pour y trouver des torts que la loi contemporaine n'y voyait pas.

Une loi nouvelle, au contraire, n'est pas rétroactive, lorsqu'elle supprime ou modifie, pour l'avenir, l'un de nos droits, non pas à raison d'un fait passé, mais à raison de ce droit lui-même, des inconvénients qu'il offrirait désormais.

Il en est ainsi lorsque la loi supprime ou modifie un droit d'une façon absolue, c'est-à-dire entre les mains de tous ceux qui l'ont, ou lorsqu'elle touche aux droits de ceux qui ont actuellement tel état ou telle condition sociale, et ne le fait qu'à raison de cet état ou de cette condition.

Ces lois sont rétroactives parce que « ce qu'elles
« soumettent pour l'avenir à une règle nouvelle,
« c'est le droit lui-même, ou bien l'état, la condition de certaines personnes ; ce n'est aucun des
« faits passés qui ont engendré le droit ni aucun autre fait antérieur. »

« Sans doute, en modifiant les effets d'un droit
« et surtout en le supprimant, le législateur modifie
« indirectement les effets mêmes, sinon immédiats,
« du moins secondaires, de tous les actes qui l'avaient
« engendré. Mais du moment qu'il ne les modifie
« que pour l'avenir et pour des raisons d'avenir, il
« ne fait pas une loi rétroactive ; l'avenir est le do-

« maine des lois nouvelles ; toutes les conséquences
« des faits passés qui y pénètrent tombent naturel-
« lement sous leur empire (1). »

C'est ainsi que les lois abolitives de l'esclavage ne sont pas des lois rétroactives. Elles n'ont pas, en effet, pour objet la réglementation des ventes, donations ou legs antérieurs, par lesquels la propriété des esclaves a pu être acquise. Elles ne touchent pas à la validité de ces actes, ni aux effets qu'ils ont déjà produits, et si elles suppriment leurs conséquences à venir, c'est d'une façon tout indirecte, car elles ne considèrent que la propriété des esclaves en elle-même et abstraction faite de ses sources.

Pour les mêmes motifs, ne sont pas rétroactives les lois qui ont déclaré rachetables les rentes foncières autrefois irrachetables ; ne l'est pas non plus la loi du 27 juillet 1884 qui rétablit le divorce et permet d'en user aux époux précédemment unis.

Il ne faudrait pas conclure, de ce qui vient d'être dit, à la régularité de toutes les lois qui ne suppriment ou modifient l'un de nos droits que pour l'avenir et pour des raisons d'avenir. Le législateur ne doit jamais toucher à aucun droit qu'avec ménagement ; souvent même, il ne doit y porter aucune atteinte, mais ce n'est pas alors le principe de non-rétroactivité qui limite son pouvoir, c'est le principe

1. De Vareilles-Sommières, *op. cit.*, p. 448.

du respect dû aux droits naturels, ou l'obligation qu'a le législateur de veiller à ne jamais léser par des innovations trop brusques les intérêts des citoyens.

Nous trouvons enfin dans la théorie de M. de Varenilles-Sommières un critérium clair et sûr de la rétroactivité. Cette théorie a, sur les divers systèmes qui distinguent entre les droits acquis et les expectatives, l'incontestable avantage de ne pas procéder par distinctions et sous-distinctions, mais de permettre, au moyen d'une formule concise, de résoudre, dans tous les cas, les difficultés que révèle la pratique.

Rappelons, en terminant, ces paroles de Portalis, prononcées au Corps législatif, qui contiennent déjà les grandes lignes du système que nous venons d'exposer : « Détruire une institution qui existe, ce n'est
« certainement pas faire une loi rétroactive, car si
« cela était, il faudrait dire que les lois ne peuvent
« rien changer ; le présent et l'avenir sont sous leur
« empire ; elles ne peuvent certainement pas faire
« qu'une chose qui existe n'ait pas existé, mais elles
« peuvent décider qu'elle n'existera plus : or, voilà
« tout ce qu'ont fait les lois qui ont détruit les fiefs,
« la noblesse, les substitutions (1). »

1. Fenet, t. VI, p. 265. Loqué, t. I, p. 477.

II

Dans l'étude que nous venons de faire de la non-rétroactivité, nous avons envisagé l'hypothèse ordinaire, celle où les lois successives, entre lesquelles il s'agit d'opter, émanent d'un législateur unique. L'hypothèse de l'annexion, dont nous avons à nous occuper spécialement, présente un aspect différent. Dans ce cas, les deux lois, qui se sont succédé sur un même territoire, n'émanent plus d'un même souverain, comme dans le cas ordinaire : elles sont l'œuvre de souverainetés différentes et leur succession est le résultat indirect du passage d'un territoire et d'une population, d'une souveraineté sous une autre. Nous devons nous demander si ces éléments nouveaux sont susceptibles d'apporter des modifications aux règles jusqu'ici posées.

Nous ne citerons que pour mémoire un arrêt de la Cour royale de Douai, du 24 juin 1844 (1), lequel déclare « que le principe de la non-rétroactivité, vrai
« quand le législateur d'un pays dispose entre natio-
« naux par une loi nouvelle, n'est pas applicable aux
« traités qui interviennent de puissance à puissance,
« et qui, à la suite d'événements politiques ou des
« chances de la guerre, opèrent la séparation des

1. Cour royale de Douai, 24 juin 1844. S. 4844.2.339.

« territoires ; — que cette séparation est alors un événement de force majeure, que les habitants doivent subir avec toutes ses conséquences..... »

Cette décision, qui consistait à refuser l'application du principe de non-rétroactivité à la matière de l'annexion, est restée un fait isolé, et la jurisprudence, aussi bien que la doctrine sont unanimes à déclarer que « les droits acquis sous l'empire de l'ancienne législation du pays annexé doivent être maintenus ». La Cour de Cassation a même décidé que l'inobservation de ce principe par les tribunaux donnait ouverture à cassation (1).

Plusieurs des traités conclus par la France sous la première République consacrent ce principe.

Le traité du 28 janvier 1798 (2), portant réunion de Mulhouse à la France, dispose dans son article 10 que « tous les actes, soit hypothécaires, soit sous seings privés, les dispositions, testaments, legs et tous les jugements antérieurs à la ratification des présentes, seront exécutés d'après les lois statutaires de la ville de Mulhouse. »

Dans l'article 7 du traité du 26 avril 1798 (3) portant réunion de la République de Genève à la France on lit que : « Tous les actes publics soit judiciaires,

1. V. notamment l'arrêt de la Cour de cassation du 22 janvier 1883 et le rapport de M. le conseiller Babinet. S. 1884.1.25.

2. De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. I, p. 347.

3. De Clercq, *op. cit.*, t. I, p. 358.

« soit notariés, tous les écrits privés et les livres des
« négociants, ayant date certaine antérieure à la
« ratification des présentes, auront leur force et rece-
« vront tous leurs effets suivant les lois de Genève.
« Les ventes judiciaires, connues sous le nom de
« subhastations, qui auraient été commencées avant
« ladite ratification, seront terminées suivant les
« mêmes lois. Tous ces actes et écrits ne seront sou-
« mis à aucun droit résultant des lois françaises. »

Le traité du 12 juin 1798 (1) portant réunion de l'île de Malte à la France dispose dans son article 8 que « tous les actes civils passés sous le gouverne-
« ment de l'Ordre seront valables et auront leur
« exécution. »

Le même principe est consacré par le traité franco-suisse du 8 décembre 1862 (2) relatif à la vallée des Dappes, lequel dispose, dans son article 7, qu'« il ne sera porté aucune atteinte aux droits
« acquis au moment de l'échange des ratifications, et
« résultant de contrats authentiques ou de décisions
« judiciaires ayant un caractère définitif, passés ou
« rendus au profit de tiers, soit en Suisse, soit en
« France. »

Les auteurs qui ont traité de l'effet des annexions sur les droits privés, loin de déclarer inapplicable

1. De Clercq, *op. cit.*, t. I, p. 361.

2. De Clercq, *op. cit.*, t. VIII, p. 516.

au cas d'annexion le principe de non-rétroactivité ou même d'apporter des restrictions à ce principe, le déclarent dans ce cas plus fort que jamais et soutiennent qu'il faut en élargir le champ d'application.

Il nous paraît exact de déclarer plus étroite en cas d'annexion l'obligation de ne pas faire rétroagir les lois nouvelles.

L'obligation qui pèse sur tous les États, à l'égard les uns des autres, de reconnaître dans certains cas la compétence d'une loi étrangère, n'est qu'une des formes de l'obligation qu'ont ces divers États de respecter leurs souverainetés réciproques (1). Lors donc que l'on applique après une annexion l'ancienne législation du pays démembré, ce n'est pas seulement en vertu de cette idée qu'une loi nouvelle ne peut indistinctement porter atteinte aux droits nés avant sa promulgation. C'est aussi parce que refuser l'application de lois étrangères, dans des cas où celles-ci sont compétentes, serait une atteinte aux droits d'une souveraineté étrangère.

Il résulte de cette considération que l'État démembré pourrait intervenir, pour obliger l'État annexant à faire l'application du principe de non-rétroactivité. Cette faculté sera, du reste, surtout théorique ; elle

1. Cf. Pillet. *Principes de droit international privé*. Première partie. Chapitre III : *Base du droit international privé*, p. 48 et suivantes.

n'existera pas au cas d'annexion totale, le droit n'en existe pas moins.

Il est donc exact de dire que le principe de non-rétroactivité, en devenant, comme cela a lieu au cas d'annexion, un principe de droit international, acquiert de ce fait une force plus grande. Mais, faut-il, au cas d'annexion, accorder une amplitude nouvelle au principe de non-rétroactivité? M. Selosse (1) pose comme une règle fondamentale, en notre matière, l'élargissement, au cas d'annexion, du domaine de la non-rétroactivité. M. Cabouat, de même, après avoir posé le principe du respect dû aux droits acquis avant l'annexion, ajoute qu'à l'égard des intérêts ou simples expectatives, il faut abandonner la règle qui permettrait de les soumettre immédiatement à la législation nouvelle, et les respecter toujours, à moins qu'un motif d'ordre public n'en exige impérieusement le sacrifice (2). Ainsi, au cas d'annexion, les juges devraient maintenir des situations juridiques que les règles du droit interne ne les obligeraient pas de respecter.

Ces auteurs ne nous donnent aucun motif de la différence qu'ils veulent ainsi établir entre le cas ordinaire d'application de la non-rétroactivité, et le cas

1. Selosse. *Traité de l'annexion*, p. 353.

2. Cabouat. *Des annexions de territoire et de leurs principales conséquences*. Thèse Paris, 1881, p. 215.

d'annexion, et nous ne voyons, quant à nous, aucune raison de faire cette différence.

En effet, lorsqu'on a déterminé les cas dans lesquels on peut dire d'une loi qu'elle régit le passé, et lorsqu'on a posé en principe que le juge ne doit conférer aux lois aucune action sur le passé, on ne voit pas de quel traitement plus favorable on ferait bénéficier l'annexion. Dira-t-on, au cas d'annexion, que non seulement les lois nouvelles ne doivent avoir aucune action sur le passé, mais que les lois anciennes régiront, dans une certaine mesure, l'avenir ? Certainement non : l'avenir est le domaine propre de toute loi nouvelle ; toutes les fois donc que le législateur n'a pas manifesté sa volonté de retarder la mise en vigueur des dispositions qu'il a édictées, on doit présumer qu'il a entendu leur conférer action sur l'avenir, sans aucune restriction, et l'on ne voit pas, dès lors, comment, au cas d'annexion, contrairement à la volonté tacite mais certaine du législateur, le juge pourrait donner à une loi action sur une époque qui n'est pas de son domaine.

CHAPITRE II

De la rétroactivité des lois d'ordre public en matière d'annexion.

Les conflits de lois, consécutifs à une annexion, se produisant entre lois émanant de souverainetés différentes, il nous faut rechercher quelle influence doivent avoir, sur leur solution, les principes de droit international privé concernant la solution des conflits de lois.

Nous nous demanderons, d'abord, quel rôle doit jouer en notre matière le principe suivant lequel chaque État a le droit et le devoir de repousser l'application des lois étrangères, lorsqu'il les juge susceptibles de porter atteinte à l'ordre public.

Il nous faut auparavant rappeler brièvement ce que l'on doit entendre par lois d'ordre public.

Les lois d'ordre public sont celles qui ont pour but de sauvegarder les intérêts de la communauté prise dans son ensemble ; « celles qui sont écrites dans « l'intérêt de tous et non pas seulement dans l'intérêt

« de chacun. » Cette formule est celle de M. Pillet (1), qui la commente ainsi : « Toutes les lois sont faites
« dans l'intérêt de chacun, et il suffit qu'un sujet
« quelconque du pays se trouve dans les conditions
« de fait prévues par le texte d'une certaine loi, pour
« qu'il puisse invoquer ses dispositions et pour qu'il
« doive suivre ses prescriptions. C'est ce que l'on
« appelle le principe de l'égalité devant la loi. Mais
« toutes les lois ne sont pas faites dans l'intérêt
« de tous. Celles-là seules méritent d'être qualifiées
« ainsi, dont l'application profite à la communauté
« tout entière, et non pas à certains individus dans
« cette communauté. »

Doivent être considérées comme lois d'ordre public les lois pénales, les lois concernant la propriété, les lois dites de crédit public, celles qui sanctionnent quelque règle de morale, etc... Toutes ces lois étant faites dans l'intérêt de la communauté, l'intérêt de l'individu doit toujours céder devant elles. Elles s'imposent dans chaque pays, à tout le monde, aussi bien aux étrangers qu'aux nationaux.

On rapproche généralement de ces lois, en les confondant toutes dans l'expression commune de lois d'ordre public, d'autres lois qui ont, avec les premières, ce caractère commun d'être rigoureusement obligatoires, mais qui en diffèrent en ce qu'elles n'obli-

1. Pillet. *Principes de droit international privé*, p. 374.

gent que les nationaux. Telles sont les lois sur l'état et la capacité ; telle est en France l'interdiction de modifier par contrat de mariage la puissance maritale ou paternelle. Tandis que l'on appelle lois d'ordre public international celles qui s'imposent à la fois aux étrangers et aux nationaux, on désigne les autres en se servant de l'expression « lois d'ordre public interne ». Cette seconde catégorie de lois ne mérite pas, selon nous, le nom de lois d'ordre public, car elle n'a pas pour but de sauvegarder les intérêts de la société, mais n'a en vue que l'intérêt des individus dont elle règle les droits. Nous ne nous occupons pour l'instant que des lois d'ordre public proprement dites.

Ces considérations générales posées, nous devons maintenant formuler la question que fait naître, en matière d'annexion, l'intervention de considérations tirées de l'ordre public.

Nous n'envisagerons pas l'acte juridique fait au mépris d'une disposition d'ordre public de l'ancienne législation du pays annexé, compétente à l'égard de cet acte. Un tel acte est radicalement nul dès son origine et n'a pu donner naissance à aucun droit ; après l'annexion, il ne pourrait donc produire aucun effet sur le territoire de l'État annexant, quand même il ne s'y heurterait à aucune prohibition analogue à celle qui existait dans l'État démembré. C'est en vertu de la nullité originelle de cet acte

que tout effet lui est ici refusé ; point n'est besoin d'invoquer l'ordre public du pays annexant. Nous considérerons l'acte valablement fait d'après la législation compétente de l'État démembré, et nous supposerons que cet acte a donné naissance à un rapport juridique, auquel la législation de l'État annexant ne saurait s'appliquer sans mériter le reproche de rétroactivité. Alors seulement peut se poser la question de savoir si l'ordre public de l'État annexant paralysera les effets de l'acte juridique antérieur à l'annexion, accompli conformément à l'ancienne législation du pays annexé, compétente à son égard.

M. Pillet (1) soutient que les exigences de l'ordre public doivent être moins rigoureusement interprétées au cas d'annexion que dans le cas ordinaire où un individu après avoir acquis régulièrement un droit dans un pays vient ensuite l'invoquer dans un autre. Cela pour une double raison : « Il est juste, dit « M. Pillet, toute question politique étant écartée, de « traiter plus favorablement des particuliers qui, par « l'effet d'une annexion, sont soumis à une législa- « tion nouvelle, que ceux qui, se livrant au commerce « international, se trouvent amenés par là à invo- « quer leurs droits en territoire étranger. Il y a de « la part de ces derniers un fait personnel qui n'est

1. Pillet, *op. cit.*, p. 528.

« pas imputable aux premiers : il est donc légitime
« que ceux-ci supportent des risques plus grands.
« En outre, le droit n'ayant éprouvé aucun déplacement dans l'espace, il est plus difficile d'invoquer
« contre lui les exigences d'un état social nouveau,
« bien qu'en réalité il ait dorénavant à se mouvoir
« dans un pays différent. C'est ainsi que les droits
« de l'ordre public sont moins largement comptés
« dans notre hypothèse, et avec raison. Il faut tenir
« compte de cette idée que l'ordre public local s'est
« longtemps accommodé d'institutions proscrites dans
« le pays annexant, et on n'hésitera pas à les maintenir au nom du respect dû aux droits acquis, toutes les fois où leur maintien ne risquera pas de
« causer un trouble par trop considérable. »

M. Pillet va plus loin encore et se demande si l'on peut même parler d'ordre public en cette matière. « Il serait plus juste, dit-il, à ce qu'il semble, de dire que les lois anciennes demeurent en vigueur partout où elles ne sont pas en contradiction avec l'ordre politique nouveau introduit par l'annexion. » A l'appui de ce système, M. Pillet cite divers arrêts qui respectent la loi ancienne sur des points qui, d'après lui, font partie de l'ordre public.

Renvoyant à plus tard l'examen de cette jurisprudence nous nous attacherons pour l'instant à l'examen des deux motifs par lesquels M. Pillet justifie le

traitement de faveur dont il fait bénéficier le cas d'annexion.

En premier lieu, M. Pillet soutient qu'un fait personnel est imputable à l'individu qui, se livrant au commerce international, se trouve amené par là à invoquer ses droits en territoire étranger ; tandis qu'au contraire, aucun fait personnel n'est imputable à l'individu qui, par suite de l'annexion, se trouve soumis aux lois du pays annexant. Quel est donc ce fait personnel imputable aux premiers, non aux seconds ? Voici quelle est la pensée de M. Pillet : Souvent les premiers ont pu prévoir dès l'origine le caractère international du rapport juridique auquel ils donnaient naissance et par conséquent l'application d'une loi d'ordre public étrangère ; ils ont entendu, en contractant, se livrer au commerce international et l'on peut dire qu'un fait personnel leur est imputable. Il en est autrement des seconds, car ceux-ci n'ont pu prévoir le fait de l'annexion qui les oblige à invoquer leurs droits en pays étranger.

A ces considérations il faut répondre qu'il existe, en dehors du cas d'annexion, des hypothèses où le caractère international d'un rapport juridique ne peut être prévu lors de l'accomplissement de l'acte qui lui donne naissance, et où, cependant, l'on interprète rigoureusement les exigences de l'ordre public.

Soit deux personnes d'une même nationalité, domiciliées l'une et l'autre sur le territoire de l'État au-

quel elles appartiennent et faisant sur ce territoire un contrat. Ces personnes n'ont alors aucun motif de croire que l'une d'elles se fixera un jour à l'étranger. Cependant, par la suite, l'une d'elles s'expatrie et son co-contractant se voit obligé d'invoquer son droit devant un tribunal étranger pour obtenir l'exécution du contrat. Là, sa demande se heurte à une loi d'ordre public qui n'existait pas dans le pays où le contrat a été conclu, et échoue pour ce motif. Le seul fait personnel qui distingue cette hypothèse de celle de l'annexion est la fixation volontaire, par l'une des parties, de son domicile à l'étranger. Or, ce fait est imputable à celle des deux parties qui refuse d'exécuter son obligation et se fait poursuivre en justice par son créancier. Quant à ce créancier, il ne s'est pas expatrié, et, d'autre part, il n'a pas entendu lors du contrat se livrer au commerce international, car il avait alors tout lieu de croire que le rapport juridique auquel il donnait naissance ne serait jamais régi que par la loi du contrat. On ne saurait donc dire qu'un fait personnel lui est imputable et, cependant, personne n'hésite à faire céder l'intérêt de ce créancier devant celui de l'ordre public du pays où il se voit obligé de demander la sanction de son droit.

Si, dans cette dernière hypothèse, on ne tient pas compte de l'absence de fait personnel (et M. Pillet ni aucun autre auteur n'en tiennent compte) pour interpréter moins rigoureusement les exigences de

l'ordre public, on ne peut logiquement invoquer, au cas d'annexion, cette même absence de fait personnel pour lui faire produire des conséquences qu'on lui refuse dans le cas précédent.

Le second argument dont se sert M. Pillet, pour justifier le traitement de faveur dont il veut faire bénéficier le cas de l'annexion, est que l'ordre public dans le territoire annexé s'est longtemps accommodé d'institutions proscrites dans le pays annexant. Nous répondrons à cet argument qu'il n'entre pas dans le rôle du juge de tenir compte d'une semblable considération. Celui-ci n'a pas, en effet, en matière d'ordre public, le droit de s'inspirer de ses sentiments personnels ; il ne peut notamment fonder aucune décision sur ce que les anciennes lois du pays annexant suffisaient, selon lui, au maintien de l'ordre public. Son rôle est plus modeste et doit se borner à la recherche de la pensée du législateur. Nous rechercherons donc à quelles idées directrices obéit le législateur, lorsqu'il fait des lois d'ordre public, et nous nous demanderons s'il n'est pas contraire à cette pensée d'adopter le second argument que M. Pillet fait valoir en faveur de sa thèse.

La pensée directrice à laquelle obéit le législateur en faisant des lois d'ordre public est ainsi expliquée par M. Despagne (1) : « En imposant à tous ceux qui

1. Despagne. *L'ordre public en droit international privé*. « Journal e droit inter. privé », 1889, p. 217.

« se trouvent sur son territoire, sans distinction de
« nationalité, l'observation de quelques-unes de ses
« dispositions, chaque législateur estime: ou bien
« qu'elles sont l'expression d'un principe général
« de justice, de morale, ou de bonne organisation so-
« ciale, dont on ne saurait supporter la violation sans
« compromettre le bon fonctionnement d'une société
« civilisée; ou bien que leur application, inutile peut-
« être dans un autre État, est indispensable dans le
« sien, à raison de certaines circonstances spéciales
« dans lesquelles il se trouve placé. Les premières
« sont absolues, car elles correspondent à ce qu'il y
« a de général et de commun dans tous les États civi-
« lisés: telles sont, notamment, la prohibition de la
« polygamie et du mariage entre ascendant et des-
« cendant, entre frère et sœur. Les secondes sont
« relatives et dépendent des particularités essentiel-
« lement contingentes, variables pour chaque pays :
« telles sont la prohibition de mariage entre blancs
« et gens de couleur (1), qui est provoquée par la pré-
« sence, sur le territoire, d'une race dont on craint
« l'influence, et la limitation du taux de l'intérêt qui
« ne peut se justifier que par la situation économique
« d'un État et par le défaut de répartition des capi-
« taux en numéraire entre tous les citoyens (2). »

1. Code de la Louisiane, article 95, abrogé en 1868.

2. Loi du 3 septembre 1807.

Supposons qu'il s'agisse de lois d'ordre public que le législateur estimait nécessaires dans tout État civilisé. Le juge d'un État annexant ne pourrait, sans méconnaître la pensée du législateur, se refuser à faire l'application de pareilles lois, sous prétexte que l'ordre public s'est longtemps accommodé de leur absence dans le territoire annexé. Il interprétera, au contraire, exactement cette pensée en reconnaissant que l'État démembré n'a pas pris toutes les mesures que nécessitait son intérêt bien entendu.

Quant aux dispositions d'ordre public de la seconde catégorie, celles que M. Despagnet appelle relatives, on ne peut, à leur égard, tenir le même raisonnement, puisque le législateur ne les juge pas nécessaires au maintien de l'ordre public en tout pays. Rien n'empêche donc le juge de reconnaître que l'ordre public du pays annexé s'accommodait avant l'annexion de l'absence de semblables lois, et d'accorder, pour ce motif, leurs effets aux actes prohibés par ces lois. Mais, il faut reconnaître qu'il ne s'agira plus alors d'une exception aux règles générales concernant l'application des lois d'ordre public. M. Despagnet (1), cherchant à déterminer ces règles, remarque en effet que les conséquences des institutions contraires à l'ordre public relatif ne sont pas

1. Despagnet, *op. cit.*, J. Clunet, 1889, p. 220.

elles-mêmes contraires à l'ordre public et doivent être acceptées.

Le second argument de M. Pillet ne nous paraît donc pas non plus suffire à justifier le traitement de faveur dont il veut faire bénéficier le cas d'annexion.

Passons à l'examen des divers arrêts cités par M. Pillet à l'appui de sa thèse (1).

Un jugement du tribunal de Chambéry, du 4 février 1880 (2), reconnaît à la fabrique de la commune de Sonnaz la propriété de la place située devant l'église du village. Nous croyons que le tribunal de Chambéry n'a pas entendu par cette décision méconnaître en faveur de situations acquises les exigences de l'ordre public.

L'opinion contraire adoptée par M. Pillet part de la doctrine suivant laquelle le domaine public est uniquement réparti entre l'État, le département et les communes (3). Il était donc contraire aux règles concernant l'organisation du domaine public de reconnaître à une fabrique la propriété d'un bien faisant partie de ce domaine. Nous répondrons que la doctrine

1. Pillet, *op. cit.*, p. 529, en note.

2. Tribunal de Chambéry, 4 février 1880. J. Clunet, 1880, p. 103.

3. Ducrocq. *Des églises et autres édifices du culte catholique*, p. 4 et suivantes. Simonet. *Traité élémentaire de droit public et administratif*, p. 262.

qui sert de base à cette opinion est contestée (1). Il n'entre pas dans les cadres de cette étude de rechercher si c'est à juste titre ; mais il nous suffit de savoir que les juges ont pu considérer cette doctrine comme mal fondée et, par conséquent, estimer ne pas méconnaître les exigences de l'ordre public en attribuant aux fabriques la propriété d'une dépendance de l'église de Sonnaz. Il est possible que ces juges se soient trompés en considérant cette propriété comme compatible avec l'ordre public français, mais puisque telle a été leur opinion, on ne peut dire qu'ils aient volontairement, en faveur de situations acquises avant l'annexion, méconnu les nécessités de l'ordre public.

Dans l'espèce sur laquelle la Cour de Chambéry eut à statuer le 7 février 1885 (2), il s'agissait d'un mariage contracté sous l'empire de la loi sarde au mépris d'une disposition de cette loi déclarant nuls d'une nullité absolue les mariages entachés d'affinité illicite au premier degré. On se demandait si, après l'annexion de 1860 et la promulgation des lois françaises en Savoie, les époux devenus français pouvaient obtenir la nullité de leur mariage. Accessoirement on se demandait si le ministère public pouvait agir en appel par voie d'action principale pour faire

1. V. notamment Dubief et Gottofrey. *Traité de l'administration des cultes*, t. II, p. 580.

2. Chambéry, 7 février 1885, S. 86.2.217, Note Chavegrin,

maintenir le mariage, la loi sarde sous l'empire de laquelle ce mariage avait été célébré ne reconnaissant pas de droit semblable à la partie publique.

Sur la question principale de la nullité, l'arrêt de la Cour de Chambéry permit aux parties d'invoquer l'affinité illicite au premier degré, admise comme cause de nullité par la loi sarde, et les renvoya à faire la preuve des faits qu'elles alléguaient. Le ministère public objectait à cette solution que, si la loi française repoussait ce moyen de nullité, c'était pour des motifs de décence contre lesquels personne ne pouvait prétendre avoir un droit acquis.

Quant au droit du ministère public d'agir en appel par voie d'action principale, la Cour l'admit contrairement à la loi sarde, reconnaissant ainsi qu'aucun droit acquis ne saurait être invoqué contre l'application d'une loi française d'ordre public.

Ainsi, le même arrêt méconnaît les exigences de l'ordre public après avoir fait céder devant ces mêmes exigences les droits acquis avant l'annexion. Il semble qu'il ne soit pas possible de faire état, à l'appui de la thèse que nous combattons, d'un arrêt qui fait ainsi se toucher deux solutions entre lesquelles existe une contradiction manifeste, d'ailleurs reconnue par M. Pillet (1).

1. Pillet. *De l'ordre public en droit international privé*, dans les « Annales de l'enseignement supérieur de Grenoble », 1890, p. 250.

Le dernier arrêt dont parle M. Pillet est un arrêt de la Cour de Chambéry, du 26 août 1863 (1). Cet arrêt reconnaît qu'en Savoie, sous l'empire du règlement particulier approuvé par lettres patentes du 13 août 1773 et avant le Code civil du 1^{er} janvier 1838, les religieux qui avaient fait leur profession soit par l'émission de vœux solennels, soit seulement par l'émission de vœux simples, étaient frappés de mort civile.

En conséquence, cet arrêt confirme un jugement qui déclare ouverte, à l'époque de la prononciation des vœux, la succession d'un jésuite ayant émis des vœux simples avant l'année 1838.

Voici donc, dit M. Pillet, un arrêt auquel « la mort
« civile abolie par nos lois se trouve cependant ser-
« vir de base juridique... la loi ancienne y est res-
« pectée sur un point qui fait certainement partie du
« domaine de l'ordre public ».

De ce que, dans cet arrêt, la Cour de Chambéry ait fondé sa décision sur la mort civile abolie par nos lois, il ne résulte pas nécessairement, pensons-nous, qu'elle ait méconnu certaines des nécessités de l'ordre public. S'il s'était agi pour la Cour de déterminer la capacité actuelle d'un individu, elle aurait certainement méconnu les exigences de l'ordre public, en tenant compte, dans sa décision, de la

1. Chambéry, 26 août 1863, S. 1863. 2. 853.

mort civile dont cet individu aurait été frappé par une loi étrangère. Mais, la question en litige était différente : ils s'agissait, en l'espèce, de savoir s'il fallait maintenir la dévolution de biens résultant d'une mort civile intervenue sous l'empire d'une loi qui l'admettait encore. Or, si les besoins de l'ordre public permettent de priver un certain fait, pour l'avenir, des conséquences qui y étaient antérieurement attachées, ils n'autorisent pas à méconnaître les effets déjà produits d'un fait passé, notamment, dans notre espèce, à retirer à ceux qui les avaient acquis par succession, conformément à la loi alors en vigueur, les biens de l'individu mort civilement. On peut plutôt soutenir qu'il eût été contraire aux exigences de l'ordre public de remettre en question une dévolution successorale conforme à la loi sous l'empire de laquelle elle s'est produite.

Nous croyons pouvoir conclure, de l'examen des arrêts cités par M. Pillet, que l'on ne peut en faire état pour dire qu'il existe, en matière d'annexion, une jurisprudence refusant d'appliquer les lois d'ordre public pour maintenir des situations juridiques préexistantes à l'annexion.

Des trois arrêts que nous avons étudiés, il en est deux qui ne méconnaissent nullement les exigences de l'ordre public, lequel n'a pas à intervenir. Quant au troisième, nous avons admis qu'il les méconnaissait, mais en constatant qu'il se déjouait aussitôt, et

nous nous sommes refusé à argumenter d'un arrêt dont M. Pillet lui-même reconnaît les contradictions.

L'examen des solutions admises par la jurisprudence, après celui des arguments proposés par M. Pillet, nous conduit donc à refuser de faire bénéficier l'annexion d'un traitement de faveur.

Il faut aller plus loin, et dire que l'ordre public a plus d'exigences à l'égard de l'individu devenu Français par suite de l'annexion, qu'il n'en a à l'égard de l'étranger qui vient invoquer en France les dispositions de sa loi nationale.

Nous avons vu qu'il existe, à côté des lois d'ordre public proprement dites, d'autres lois qui leur ressemblent par leur caractère obligatoire, mais qui en diffèrent en ce qu'elles n'obligent que les nationaux. On a coutume de les appeler, à tort, avons-nous vu, lois d'ordre public interne.

L'étranger, qui invoque sa loi nationale devant un tribunal français, ne peut se heurter qu'à celle de ces deux catégories de lois qui oblige à la fois étrangers et nationaux. Il n'en est pas de même de l'individu dont l'annexion a fait un Français : l'acquisition de cette nationalité nouvelle l'a soumis aux lois qui n'obligent que les Français.

1. V. p. 56, une application de ce principe, à propos de la légitimation postérieure au mariage admise par l'article 176 du Code civil sarde

Nous savons maintenant quelles règles gouvernent l'application des lois d'ordre public en pays annexé. Ces règles s'imposent au juge, lorsque les lois de l'État annexant ont été promulguées, purement et simplement, dans le territoire réuni. Mais il convient ici de faire remarquer l'intérêt qu'a l'État annexant à ne pas heurter violemment, par une extension trop brusque de ses lois, les habitudes des populations annexées. De cet intérêt, les tribunaux n'ont pas à juger, mais le législateur doit en tenir compte, et souvent il ménagera, au moyen de dispositions transitoires, des situations juridiques antérieures, contraires à certaines de ses dispositions d'ordre public.

L'article 7 des dispositions transitoires du 30 novembre 1865, pour la mise en vigueur du Code civil italien, nous offre à cet égard un remarquable exemple. Cet article déclare, entre autres choses, que l'interdiction de la recherche de la paternité, édictée par le Code civil italien, n'est pas applicable aux enfants nés ou conçus avant la mise en vigueur dudit Code. En vertu de cette disposition, les tribunaux italiens ont eu fréquemment à admettre la recherche de la paternité, conformément à la loi autrichienne ou à la loi pontificale.

∴

La matière de l'annexion nous fournit un cas intéressant d'application de la théorie du renvoi.

Supposons qu'en vertu des règles sur les conflits de lois consécutifs à une annexion, un tribunal de l'État annexant doive appliquer à un certain rapport juridique la loi ancienne du pays annexé. Les dispositions de conflit, que contient cette dernière loi, soumettent le rapport litigieux à la loi d'un troisième État. La question qui se pose est celle de savoir si le tribunal de l'État annexant doit tenir compte de ces dispositions de conflit, et statuer conformément à la loi étrangère à laquelle ces dispositions renvoient ; ou bien, s'il doit au contraire refuser de les appliquer, et s'en référer simplement aux dispositions de droit interne de la législation de l'État démembré.

C'est la première de ces deux solutions qu'il convient d'adopter : les tribunaux de l'État annexant ne doivent pas, lorsqu'ils sont appelés à appliquer l'ancienne loi du pays annexé, distinguer entre ses dispositions de droit interne et ses dispositions de conflit. M. Martin explique ainsi les raisons qui doivent faire admettre cette solution : « Ces deux catégories
« de dispositions traduisaient également la souverai-
« neté et la forme de souveraineté que l'autorité pu-
« blique du pays annexé s'attribuait avant l'annexion
« sur son territoire ou sur ses ressortissants. Et c'est
« cette souveraineté et cette forme de souveraineté
« que le pays annexant doit respecter dans le passé,
« puisqu'il n'a acquis le territoire et les personnes
« qui y étaient soumis qu'à la condition de respec-

« ter les droits acquis par ces personnes sous le
« régime de législation qui traduisait cette souverai-
« neté et cette forme de souveraineté. Le pays an-
« nexant doit traiter les personnes et le sol qu'il
« s'est agrégés, comme l'État qui a subi l'annexion les
« aurait lui-même traités, si l'annexion n'avait pas eu
« lieu (1). »

1. *Bartin. Les conflits entre dispositions législatives de droit international privé* (Revue de droit international et de législation comparée, 1898, p. 301.)

V. également, dans ce sens, *Diena. De la rétroactivité des dispositions législatives de droit international privé*, J. Clunet, 1900, p. 934.

Paraissent avoir admis le même point de vue : la Cour de Chambéry, dans un arrêt du 23 février 1885 (J. Clunet, 1885, p. 665) et la Cour de cassation de Turin, dans un arrêt du 17 juin 1874. (J. Clunet, 1875, p. 48.)

DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN DE LA JURISPRUDENCE

CHAPITRE PREMIER

Conséquences de l'annexion au point de vue de l'état des personnes.

Nous avons essayé, dans la première partie de cette étude, de dégager les principes destinés à solutionner les conflits de lois consécutifs à une annexion.

Nous devons maintenant examiner les difficultés qu'a révélées la pratique et chercher, à l'aide des principes que nous avons posés, quelle en doit être la solution. Ces principes, nous les appliquerons tout d'abord aux qualités constitutives de l'état des personnes, en nous demandant, en premier lieu, quelle influence peuvent avoir les lois du pays annexant sur les rapports de famille formés antérieurement à leur promulgation dans le territoire réuni ?

Nous examinerons cette question successivement

au point de vue des rapports qui existent entre époux, et de ceux qui existent entre les enfants et leurs parents.

La validité du mariage contracté avant l'annexion doit être jugée conformément aux lois alors en vigueur. Ce serait en effet porter atteinte à des droits à raison de faits passés, c'est-à-dire rétroagir, qu'annuler un tel mariage à raison de l'absence des conditions de forme ou de capacité exigées par la loi nouvelle.

Pour le même motif, les seuls modes de preuve du mariage que le juge puisse admettre sont ceux qu'autorisait la législation de l'état démembré.

Telle est la règle généralement applicable ; toutefois, l'examen d'une espèce sur laquelle la cour de Chambéry eut à statuer le 7 février 1885 (1) nous fournira une hypothèse dans laquelle l'intervention de l'ordre public met, selon nous, obstacle à l'application des principes que nous venons de poser.

Il s'agissait, dans l'espèce, d'un mariage contracté le 21 avril 1855, par un habitant de la Savoie, devenu Français par suite de l'annexion. Cette union était l'objet d'une demande en nullité formée par le mari

1. Chambéry, 7 février 1885. S. 86.2 217, note Chavegrin V. également sur cet arrêt : Pillet. *De l'ordre public en droit international privé*, dans les *Annales de l'enseignement supérieur de Grenoble*, 1890, p. 250.

et fondée sur deux empêchements, dirimants d'après le droit canonique, législation matrimoniale en vigueur dans les États sardes lors de la célébration du mariage. Ces empêchements étaient : 1° le défaut de liberté du consentement de l'épouse ; 2° l'affinité illicite résultant de relations qui auraient existé avant le mariage entre l'époux et la mère de l'épouse.

Le premier de ces empêchements, le défaut de consentement libre de la part de l'épouse, n'entraîne, d'après les articles 180 et 181 du Code civil français, qu'une nullité relative, que peut seul invoquer l'époux contraint, et qui n'est plus recevable après une cohabitation continuée pendant six mois, après que la liberté du consentement a été recouvrée. Or, dans notre espèce, il s'agissait d'une demande en nullité pour vice du consentement de la femme, formée par le mari après de longues années de cohabitation ; d'après la loi française, cette demande n'était donc pas recevable. Néanmoins, la cour déclara que le défaut de consentement devrait, s'il était prouvé, entraîner, en l'espèce, l'annulation du mariage, et cela par application des règles du droit canonique aux termes desquelles « le défaut de consentement libre entache le mariage d'une nullité radicale et absolue .»

Cette solution est une application très exacte du principe de non-rétroactivité. Mais, la cour nous paraît être dans l'erreur lorsqu'elle admet le second des

deux arguments proposés. Le mari invoquait en faveur de la nullité, l'existence d'une affinité illicite résultant de rapports entretenus, avant le mariage, par lui avec la mère de sa future épouse. Cette affinité créait un empêchement dirimant, aux termes des lois ecclésiastiques admises dans les États sardes ; celles-ci défendaient le mariage entre un individu et les parents jusqu'au second degré de sa concubine(1).

La cour de Chambéry admit, comme pour le défaut de consentement libre, que cette affinité devrait entraîner, si elle était prouvée, la nullité du mariage ; et cela bien que la loi française n'admette pas l'empêchement dirimant résultant de l'affinité illicite au premier degré.

Cette décision nous paraît avoir méconnu les exigences de l'ordre public. Si la loi française n'admet pas l'action en nullité d'un mariage contracté entre un homme et la fille de sa maîtresse, c'est pour des motifs qui font incontestablement partie de l'ordre public. C'est parce que « l'on a estimé que la preuve
« du commerce illégitime offrirait le triple danger ;
« 1° d'être très incertaine et d'amener le tribunal à
« juger sur des on-dit ou des apparences trompeuses.

1. Concile de Trente, Sess. XIV, *De reform. matr.*, C. IV (Schulte et Richter, p. 218).

« à moins qu'il n'exigeât la constatation matérielle
« des relations alléguées, ce qui est d'ordinaire im-
« possible ; 2° de provoquer presque toujours des
« enquêtes et investigations désastreuses pour l'hon-
« neur des familles, et susceptibles de compromettre
« le repos de la société elle-même ; 3° d'encourager
« d'inavouables combinaisons, en permettant à un
« époux d'intimider soit l'autre conjoint, soit les
« parents de ce dernier, par la menace d'une pour-
« suite déshonorante qui deviendrait ainsi un ins-
« trument de chantage (1). »

Ce sont là des considérations qui conservent leur valeur, quelle que soit la date du mariage dont on demande la nullité, et bien que la loi en vigueur à l'époque de ce mariage les ait méconnues. Or, nous avons vu que lorsqu'un intérêt essentiel de la société exige qu'il en soit ainsi, la loi rétroagit.

Rappelons, en terminant, la contradiction déjà signalée (2) que renferme cet arrêt. Après avoir méconnu les exigences de l'ordre public, ce même arrêt n'hésite pas, sur un point différent, à faire céder devant ces mêmes exigences le principe de non-rétroactivité. L'appel sur lequel cet arrêt avait à statuer

1. Note Chavegrin au Sirey, sous l'arrêt précité de la Cour de Chambéry du 7 février 1885.

2. V. *supra* p. 39.

avait été interjeté par le procureur général de Chambéry qui demandait le maintien du mariage. Or, le mari, qui avait obtenu l'annulation en première instance, déniait au ministère public le droit d'agir comme partie principale, prétendant qu'il s'agissait d'un mariage contracté sous l'empire de la loi sarde, laquelle ne reconnaissait pas ce droit à la partie publique.

La cour admit le droit d'action du ministère public en vertu de la loi française, et cela parce qu'il s'agissait, en l'espèce, de questions touchant à l'ordre public. C'était reconnaître qu'une situation juridique, régulièrement formée sous l'empire d'une loi ancienne, ne saurait être maintenue en dépit de l'ordre public consacré par une loi nouvelle. Ce point de vue condamnait la solution de la cour sur la question principale de la nullité.

Nous ne nous sommes occupé jusqu'ici des conséquences de l'annexion qu'à l'égard des conditions de validité du mariage ; recherchons maintenant quelle influence l'annexion doit avoir sur les rapports juridiques des époux.

Il ne sera question, pour le moment, que des droits résultant du mariage lui-même, tel que le législateur l'a organisé, et non de ceux qui appartiennent à la femme sur ses biens, en vertu de ses conventions matrimoniales.

Les incapacités dont sont frappées les femmes ma-

riées ne sont pas les mêmes dans toutes les législations. S'il existe, à cet égard, des différences entre la loi de l'État démembré et celle de l'État annexant, c'est d'après cette dernière que doivent être déterminés le nombre et l'importance des incapacités de la femme, mariée avant l'annexion et devenue sujette de l'État annexant par suite du traité. La loi nouvelle ne rétroagit pas, car elle ne modifie que pour l'avenir et pour des raisons d'avenir la capacité de la femme mariée.

Un arrêt de la cour de Chambéry du 19 novembre 1877 (1) consacre cette solution. D'après cet arrêt, la femme mariée avant l'annexion de la Savoie à la France, alors incapable de cautionner sans autorisation de justice les engagements de son mari, devenait après l'annexion capable, selon la loi française, de cautionner la dette du mari avec l'autorisation de celui-ci. Elle devenait également capable, aux termes de ce même arrêt, du moins quand elle n'était pas mariée sous le régime dotal, de subroger un créancier de son mari dans son hypothèque légale avec la seule autorisation du mari, ce que ne lui permettait pas la loi sarde.

1. Chambéry, 19 novembre 1877. S. 78.2.5. V. également : Cour de Milan, 1^{er} février 1877, *Journal de droit international privé*, 1888, p. 425.

Quelle loi convient-il d'appliquer aux preuves de la filiation ? Il faut, croyons-nous, distinguer : s'agit-il d'un enfant légitime, ou d'un enfant naturel reconnu par ses père et mère ? Comme il n'existe alors aucun motif d'intérêt général pouvant justifier la rétroactivité de la loi nouvelle, le mode de preuve sera déterminé par la loi ancienne ; c'est à cette loi, en effet, que devaient se conformer les parties intéressées ; elles s'y sont conformées, il serait donc injuste de ne pas leur en tenir compte (1).

S'agit-il au contraire de reconnaissance forcée ? C'est la loi du pays annexant qu'il faut appliquer. En effet, si les lois du pays annexant interdisent la recherche de la paternité naturelle, ou soumettent la recherche de la maternité naturelle à des conditions plus rigoureuses que celles admises par l'État démembré, c'est pour des raisons évidemment tirées de l'ordre public, soit par crainte de procès scandaleux, soit à cause du danger qu'offrent certaines preuves en matière de filiation.

Nous trouvons un exemple intéressant de dérogations apportées à ces règles, et d'élargissement du champ d'application de la non-rétroactivité, en des cas où l'ordre public est cependant intéressé, dans l'article 7 des dispositions transitoires, en date du

1. Cassation, 26 juin 1889, D., 1891, 1. 128.

30 novembre 1868, pour la mise en vigueur du Code civil italien. D'après cet article, « les dispositions des « articles 189, 190 et 193 premier alinéa, du Code « civil, sont inapplicables aux enfants nés ou conçus « avant la mise en vigueur dudit code ; leur condi- « tion demeure régie par les dispositions des lois « antérieures. » L'article 189 interdit la recherche de la paternité ; l'article 190 admet celle de la maternité ; l'article 193, premier alinéa, prohibe la recherche de l'une et de l'autre dans les cas où la reconnaissance est interdite.

Plusieurs décisions de juridictions italiennes, postérieures à l'unification de l'Italie, admettent, par application de cette disposition, la recherche de la paternité conformément à la loi pontificale (1) ou à la loi autrichienne (2).

Les lois de l'État annexant, qui déterminent les droits accordés aux parents sur la personne et sur les biens de leurs enfants, s'appliquent sans restriction à partir de leur promulgation dans le territoire annexé. Nous avons vu, en effet, qu'une loi n'est pas rétroactive, lorsqu'elle modifie pour l'avenir les effets qui s'attachent aux rapports de parenté.

1. Procès intenté par la comtesse Lambertini contre les héritiers ducardinal Antonelli. J. Clunet, 1880, pp. 108-119. — Cassation Rome, 23 mars 1877. J. Clunet, 1887, p. 671.

2. Cassation Turin, 7 juillet 1867. J. Clunet, 1888, p. 426.

On s'est demandé si des époux savoisiens, ayant contracté mariage avant l'annexion de 1860 qui les a rendus Français, conservaient après l'annexion le droit de légitimer leur enfant par une reconnaissance (1).

La question naissait de l'opposition existant entre l'article 331 du Code civil français et l'article 176 du Code civil sarde. Notre code n'admet pas la légitimation postérieure au mariage. Les enfants nés hors mariage ne peuvent, aux termes de l'article 331, être légitimés que par une reconnaissance antérieure au mariage ou, au plus tard, contenue dans l'acte de célébration. Le Code sarde, au contraire, admettait que la légitimation pût avoir lieu aussi bien après le mariage qu'avant ou au moment même. La seule différence, par laquelle cette légitimation postérieure se distinguait des deux autres, consistait en ce que l'enfant ne pouvait se prévaloir de sa qualité d'enfant légitime à partir de la date du mariage de ses parents, mais seulement à partir de l'acte qui constatait cette légitimité. La question qui se posait alors

1. E. Lehr. *Cas de conflit de législation en matière de légitimation d'un enfant naturel.* — J. Clunet, 1883, p. 143.

Duguit. *Du conflit des lois en matière de filiation.* — J. Clunet, 1886, p. 522.

Despagnet. *De la légitimation en droit international privé.* — J. Clunet, 1888, p. 602.

était celle de savoir laquelle des deux lois en présence il fallait appliquer.

On se prononce généralement pour l'application de la loi sarde, et l'on justifie cette solution en disant qu'il existe, tant en faveur de l'enfant qu'en faveur des parents, un véritable droit acquis à la légitimation, auquel la loi nouvelle ne saurait par conséquent porter atteinte sans encourir le reproche de rétroactivité. Nous n'essaierons pas de nier que la loi française rétroagisse, en enlevant à des parents mariés avant l'annexion, le droit qu'ils avaient de légitimer leur enfant après leur mariage ; une telle mesure, en effet, porte atteinte à un droit, à raison d'un fait passé : la célébration du mariage. Mais nous nions que la rétroactivité doive être ici repoussée ; l'examen du but de la loi française, laquelle prohibe la légitimation postérieure au mariage, nous semble au contraire commander en l'espèce l'application de cette loi.

Dans notre ancien droit, l'exigence de la reconnaissance antérieure au mariage n'existait pas. Le calcul suivant était dès lors possible : des époux sans enfant s'entendaient pour reconnaître, comme le leur, un enfant naturel dont la filiation n'était pas établie ; ils pouvaient ainsi se donner des enfants « par consentement mutuel. » C'est à éviter cette combinaison, dans l'intérêt du développement de la population, qu'était destiné l'article 331 du Code civil.

En examinant les motifs qui ont conduit le législateur français à interdire la légitimation postérieure au mariage, on est convaincu que cette interdiction ne concerne que les Français. Il s'agit en effet d'une disposition se rattachant à l'organisation de la famille ; or, l'État français n'est intéressé à soumettre à cette catégorie de dispositions que ses propres nationaux.

Dans l'espèce que nous envisageons, l'homme et la femme qui prétendent légitimer leur enfant après leur mariage sont, l'un et l'autre, devenus Français par suite de l'annexion de la Savoie à la France. Dès lors, il faut leur appliquer la prohibition de l'article 331 du Code civil français et leur refuser le droit de légitimer leur enfant conformément à la loi sarde (1).

On a prétendu que le principe de non-rétroactivité ne devait pas s'appliquer aux changements de nationalité qui sont la conséquence de l'annexion.

En vertu de l'article 8 § 3 du Code civil, est Français : « tout individu né en France de parents étran-

1. La jurisprudence s'est prononcée en sens contraire. V. Tribunal civil d'Avesnes, 12 juin 1880. *Journal de droit international privé*, 1880, p. 472.

« gers dont l'un y est né lui-même. » La question s'est plusieurs fois posée dans la pratique, de savoir si un individu, né en France, d'un père né sur un territoire annexé, avant cette annexion, rentrait dans les termes de l'article 8 § 3, et devait en conséquence être considéré comme Français (1).

On l'a soutenu, en invoquant un prétendu principe de droit international privé, selon lequel les traités d'annexion doivent rétroagir au point de vue des questions de nationalité ; c'est-à-dire que le territoire annexé doit être considéré comme ayant toujours fait partie du territoire de l'État annexant.

Deux décisions de jurisprudence : un arrêt de la cour d'Aix du 2 décembre 1898 (2), et un jugement du tribunal civil de Nice du 7 avril 1900 (3), ont admis le bien-fondé de cette théorie. M. Raymond Hubert, avocat à Nice, qui soutint devant la cour et devant le tribunal la thèse qui triompha, expose les arguments de ce système dans une étude parue dans le journal *La Loi* du 5 mai 1900 (4).

1. V. sur cette question Jean Brun. *De la non-rétroactivité en matière de nationalité*. Thèse Paris, 1904, p. 159 et suivantes.

2. Aix, 2 décembre 1898. *Journal de droit international privé*, 1900, p. 801.

3. Tribunal de Nice, 7 avril 1900. *Journal de droit international privé*, 1900, p. 790.

4. Raymond Hubert. *De la rétroactivité des traités d'annexion*, dans *La Loi* du 5 mai 1900,

D'après M. Hubert une différence fondamentale doit séparer les traités de démembrement et les traités d'annexion. Les premiers ne doivent pas rétroagir, car « admettre la rétroactivité des traités « de démembrement, c'est, de la part de la France, « répudier un héritage de gloire, c'est renier des « enfants arrachés malgré eux à la patrie et qui en « conserveront le culte dans leur cœur. »

« Admettre, au contraire, la rétroactivité des annexions de territoire, c'est effacer toute distinction « entre les enfants par le sang et les enfants par « l'adoption, c'est faire régner entre tous les membres de la même famille une égalité absolue, de « nature à amener à bref délai leur complète assimilation. »

Ainsi, selon M. Hubert, la rétroactivité des traités d'annexion, au point de vue de la nationalité, se justifie par cette considération, qu'il serait contraire à l'équité de décider que les habitants du territoire annexé ne seront pas tous, au même titre, sujets de l'État annexant. Or, ce serait consacrer une pareille distinction qu'admettre pour les uns, ceux qui sont nés avant l'annexion, qu'ils ont acquis la qualité de Français par cette espèce de naturalisation qui résulte du traité, et pour les autres, ceux qui sont nés après l'annexion, qu'ils sont Français de naissance. Il est juste, au contraire, que tous ceux qui deviennent Français par suite de l'annexion, le deviennent au

même titre et qu'ils soient entièrement assimilés aux anciens nationaux, en qualité de Français de naissance.

Ces raisons ne sont pas convaincantes et ne sauraient prévaloir sur les considérations suivantes. Pour que le juge puisse déroger au principe de non-rétroactivité, il faut qu'il y soit expressément autorisé par un texte de loi, ou tout au moins par quelque principe juridique solidement établi.

Or, notre Code civil, dont l'article 2 proclame le principe de non-rétroactivité, ne fait aucune exception à cette règle générale en faveur des traités d'annexion. Il semble même que l'esprit, dans lequel a été fait l'article 8 § 3 du Code civil, s'oppose à l'application que veut en faire la théorie que nous combattons. En effet, si l'article 8 § 3 déclare Français l'individu né en France de parents dont l'un y est né lui-même, c'est en vertu d'une présomption d'attachement à la France. La première naissance, celle du père ou de la mère, rend probable l'attachement à la France de la famille de cet individu. La seconde naissance renforce cette présomption, en nous permettant de penser que cette famille a définitivement choisi la France comme patrie d'adoption. Si l'on supposait que la première de ces deux naissances ait eu lieu sur un territoire étranger, alors que personne ne pouvait en prévoir l'annexion à la France, on se trouverait en présence d'une hypothèse ne

comportant plus les deux faits sur lesquels se base la présomption de l'article 8 § 3, et l'on ne comprendrait plus, par conséquent, dans ce cas, l'application de cet article.

Mais à défaut d'une disposition du Code civil, n'existe-t-il pas quelque principe de droit international commandant la rétroactivité des traités d'annexion ? Nous n'avons pas connaissance d'un tel principe. Les traités d'annexion fixent toujours la date à partir de laquelle les habitants du territoire annexé deviendront sujets de l'État annexant. Ils pourraient stipuler la rétroactivité et, s'ils le faisaient, les tribunaux devraient se conformer à cette clause ; mais s'ils ne la stipulent pas, rien ne nous autorise à déroger pour eux au principe de non-rétroactivité.

A l'appui de sa thèse, M. Hubert invoque trois arrêts de la Cour de cassation qui admettent selon lui la rétroactivité du traité de 1860.

Le premier de ces arrêts, en date du 3 août 1871 (1), reconnaît la qualité de français au sieur Bourgeois, né à Genève, le 16 avril 1847, d'un père originaire de Savoie, qui avait obtenu, le 3 août 1860, la naturalisation genevoise pour lui et ses enfants mineurs. Cet arrêt n'a rien de commun avec la théorie de M. Hubert, car il ne recourt pas au prétendu principe de

1. Cassation, 3 août 1871, D., 1871. 1. 242.

la rétroactivité des traités d'annexion. Il considère qu'aux termes des dispositions du Code civil sarde (articles 19, 20 et 34 abrogés) l'enfant né d'un Sarde en pays étranger est lui-même sarde, et n'est réputé étranger qu'autant que son père aurait perdu, dans l'État sarde, la jouissance des droits civils, en se faisant naturaliser en pays étranger ou en s'y établissant sans esprit de retour. Or, Bourgeois père, n'ayant point perdu, dans les États sardes, la jouissance des droits civils, lors de la naissance de son fils, ce dernier, né sarde, l'était encore à l'époque de l'annexion. En lui reconnaissant la qualité de français, cet arrêt ne faisait qu'appliquer purement et simplement le traité de 1860.

Le second arrêt de Cassation indiqué par M. Hubert, en date du 19 août 1874 (1), donne la même solution à une espèce identique, et la fonde sur les mêmes motifs.

Enfin, le troisième arrêt invoqué, du 26 mars 1877 (2), ne consacre, lui aussi, que l'application d'une clause du traité de Turin. Il reconnaît la qualité de français à un certain Gervex, né à Paris, le 23 octobre 1819, d'un père né en Savoie en l'an III. Cette décision s'appuie sur l'article 6 du traité qui attribue

1. Cassation, 19 août 1874, D., 1875. 1. 151.

2. Cassation, 26 mars 1877, D., 1877. 1. 203.

la qualité de français, non seulement aux sujets sardes domiciliés dans les pays annexés, mais aussi aux sujets sardes originaires de ces pays, sauf pour eux la faculté de rester italiens en transférant, dans l'année du traité, leur domicile en Italie et de s'y fixer.

Nous croyons avoir démontré l'inexactitude de la théorie soutenue par M. Hubert. Cette théorie, malgré la faiblesse des raisons sur lesquelles elle est fondée, a été admise, avons-nous vu, à deux reprises différentes par la jurisprudence. La Cour d'Aix, le 2 décembre 1898, reconnut la qualité de française à une femme née à la Turbie (Alpes-Maritimes) le 26 décembre 1882, dont la mère était née à Peillon dans l'ancien comté de Nice le 28 décembre 1846. Cet arrêt prétendait que cette femme rentrait dans les termes de l'article 8 § 3, étant née en France d'une mère née sur un territoire qui, « annexé à la France « en 1860 était censé, d'après le droit international, « lui avoir toujours appartenu. » Cet arrêt ne donne du reste aucun motif de la fiction qu'il admet.

S'inspirant de cette décision, le tribunal de Nice, dans un jugement du 7 avril 1900, considère également comme né en France un individu né à Nice avant l'annexion de 1860. Il s'agissait, en l'espèce, d'un certain Belfort, Joseph, né à Nice, le 12 avril 1880, d'une mère également née à Nice, le 23 décembre 1854. Celle-ci avait acquis la qualité de française par l'effet du traité d'annexion de 1860 et s'était mariée

à Nice en 1879 à un sieur Belfort, sujet italien, dont elle avait eu pour fils Belfort, Joseph. Ce dernier, frappé d'un arrêté d'expulsion en qualité d'Italien, se pourvut contre cet arrêté et en critiqua la légalité en se prétendant Français par application de l'article 8 § 3. Le tribunal de Nice lui donna raison et, à la différence de la Cour d'Aix, motiva longuement sa décision.

« Attendu, dit-il, qu'en imposant la nationalité
« française aux originaires de l'ancien comté de
« Nice, le traité d'annexion de 1860 n'a pas voulu
« traiter ces originaires comme des étrangers nés à
« l'étranger et venant d'obtenir des lettres indivi-
« duelles de naturalisation française, mais comme
« des Français nés sur une terre ayant toujours été
« française ; qu'il est de l'essence même des traités
« d'annexion de produire à cet égard un effet rétroac-
« tif, afin qu'il n'y ait aucune différence, au point
« de vue des avantages pouvant résulter du fait de
« la naissance en France, entre les annexés et les
« autres Français, entre les Français nés dans le
« comté de Nice avant 1860 et ceux nés sur le même
« sol après 1860.

« Attendu que, s'il a été jugé par un arrêt de la
« Cour de cassation du 25 février 1890, que dans le
« cas, non pas d'annexion à la France, mais, au con-
« traire, de démembrement de la France, les indi-
« vidus, nés sur le territoire séparé alors qu'il était
« encore français, devaient conserver la situation

« d'individus nés en France, cette décision a été prise
« sur la simple constatation du fait matériel et sans
« examen du principe de rétroactivité, ainsi que l'ar-
« rêt le déclare expressément; que les décisions pri-
« ses au cas de territoires séparés de la France ne
« sauraient d'ailleurs s'appliquer au cas de territoi-
« res annexés, parce qu'au point de vue de la loi
« française, la reconnaissance de la qualité de fran-
« çais de naissance est un bienfait dont il convient
« de faire profiter aussi bien les individus nés sur le
« territoire démembré de la France, sans se préoccu-
« per du principe de rétroactivité, que les individus
« nés sur le territoire annexé, par application de ce
« principe. »

Le double succès que la théorie de la rétroactivité des traités d'annexion venait de remporter, d'abord devant la cour d'Aix, puis devant le tribunal de Nice, fut peu de temps après suivi d'une condamnation formelle de cette même théorie par la jurisprudence. Le 27 juin 1900 (1), la cour d'Aix eut à statuer sur l'appel interjeté par le ministère public contre le jugement du tribunal de Nice du 7 avril 1900. Abandonnant alors la jurisprudence nouvelle qu'elle avait inaugurée dans son arrêt du 2 décembre 1898, elle refusa de reconnaître la rétroactivité des traités d'annexion en matière de nationalité.

1. Aix, 27 juin 1900. *Journal de droit international privé*, 1902, p. 343.

« Attendu, dit cet arrêt, que la fiction de rétroac-
« tività, invoquée par Belfort, ne résulte ni des prin-
« cipes généraux du droit ni des termes ou de l'es-
« prit du traité du 24 mars 1860 ; — qu'elle n'est
« écrite nulle part et qu'on ne saurait la faire décou-
« ler du traité de 1860 ; — que ce traité accorde le
« bénéfice de la nationalité française aux personnes
« domiciliées sur le territoire du comté de Nice et de
« la Savoie ou qui en sont originaires, mais qu'on ne
« peut voir là une prétendue fiction de rétroacti-
« vité..... »

« Attendu que l'on ne saurait, à l'aide d'une fiction,
« effacer la vérité d'un fait matériel ; — que la dame
« A..., mère du prévenu, est née à Nice en 1854,
« c'est-à-dire avant l'annexion de ce pays à la France ;
« — que ce pays n'a cessé d'être sous la domination
« du roi de Sardaigne jusqu'au jour où il a été incor-
« poré à la France, — que les immeubles qui s'y
« trouvaient ont été soumis pendant cette période au
« statut réel sarde, que de même les personnes qui
« l'habitaient ou en étaient originaires ont conservé
« jusqu'à leur changement de nationalité leur ancien
« statut personnel, que les contrats qu'ils y ont passés
« ont été régis par les lois de leur première patrie ;
« — qu'il est difficile de concilier une telle situation
« avec une fiction qui ferait réputer Nice terre fran-
« çaise avant l'annexion de 1860..... »

Au moment même où la cour d'Aix contredisait

par cet arrêt sa jurisprudence antérieure, la chancellerie reprenait au contraire pour son compte la doctrine de la rétroactivité des traités d'annexion.

Cette doctrine, la chancellerie l'avait déjà admise autrefois, ainsi qu'il résulte d'une lettre du garde des sceaux au préfet de la Gironde, en date du 17 novembre 1876 (1). Cette lettre reconnaît l'existence d'un « principe international en vertu duquel les territoires cédés à une nation sont réputés lui avoir « toujours appartenu. » La chancellerie semble avoir ensuite abandonné cette doctrine à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation du 7 décembre 1883 (2) qui écarte la rétroactivité à propos d'un traité de démembrement. Mais elle revint à sa doctrine un instant abandonnée par la décision suivante, en date du 8 décembre 1900 : « L'examen de la jurisprudence « en la matière a amené ma chancellerie à reconnaître qu'il y a lieu de distinguer, suivant que les « cessions de territoire ont à l'égard de la France le « caractère d'une annexion ou celui d'un démembrement. Dans le premier cas, le pays annexé est « réputé avoir toujours été territoire français : l'annexion a un effet rétroactif, ainsi que la Cour de « cassation l'a décidé par ses trois arrêts du 3 août « 1871, du 19 août 1874 et du 26 mars 1877. Dans le

1. J. Clunet, 1877, p. 101.

2. J. Clunet, 1884, p. 628.

« deuxième cas, au contraire, la cession n'a d'effet
« que pour l'avenir, la portion démembrée n'étant
« considérée comme étant devenue territoire étran-
« ger qu'à dater de la cession. (Cassation, 7 décem-
« bre 1883 (Clunet, 1884, p. 628) 25 février 1890 (Clunet,
« 1890, p. 113) et 22 avril 1890 (Clunet, 1891, p. 537). »

Cette décision ministérielle s'inspire visiblement de la note de M. Hubert, car elle ne s'appuie que sur les arrêts que M. Hubert a invoqués, seul de tous les auteurs, dans le sens de la rétroactivité (1).

Le ministre de la justice invita M. le procureur général près la Cour de cassation à se pourvoir, dans l'intérêt de la loi, contre l'arrêt de la Cour d'Aix du 27 juin 1900. Mais M. le Procureur général, ayant sans doute jugé que ce recours était destiné à un échec, ne crut pas devoir former ce pourvoi.

Depuis cette époque, la jurisprudence semble s'être fixée de façon définitive dans le sens de la non-rétroactivité. A la date du 3 mai 1902 (2), le tribunal de Nice ayant eu à juger une affaire semblable à celle qui s'était présentée devant lui en 1900, abandonna sa jurisprudence d'alors et se rallia à celle que la Cour d'Aix avait consacrée le 27 juin 1900.

Le préfet des Alpes-Maritimes, qui soutenait dans

1. V. *supra*, p. 62.

2. Tribunal de Nice, 3 mai 1902. *Journ de droit intern. privé*, 1904, p. 170.

cette affaire la thèse de la chancellerie, interjeta appel devant la Cour d'Aix, laquelle affirma une seconde fois le principe de non-rétroactivité, dans un arrêt du 16 juin 1902 (1), ainsi motivé : « Considérant « que M. le préfet des Alpes-Maritimes se base, pour « mettre en échec le jugement entrepris, sur une « fiction en vertu de laquelle un territoire annexé « serait censé avoir fait partie, de tout temps, du « pays qui a profité de l'annexion...

« Considérant qu'une semblable fiction n'est écrite « nulle part dans la loi et qu'elle est en opposition « avec les principes généraux de notre droit ;

« Considérant que l'appelant, dans l'impossibilité « d'invoquer aucun texte, se fonde uniquement sur « différentes décisions de la Cour suprême ; que « pour échapper par ailleurs à l'objection résultant « des arrêts les plus récents de cette Cour (7 décembre 1893, 25 février 1890, 22 avril 1890), il soutient « qu'il y a lieu de distinguer suivant que les cessions « de territoire ont à l'égard de l'État français le « caractère d'une annexion ou celui d'un démembre- « ment... ; qu'il estime que cette distinction décou- « lerait du rapprochement des arrêts précités avec « ceux sur lesquels il s'appuie : 3 août 1871, 19 août « 1874, 26 mars 1877 ;

« Considérant que ces décisions de la Cour suprême

1. Aix, 16 juin 1902. *Journ. de droit intern. privé*, 1904, p. 172.

« n'ont pas le sens et la portée qu'on cherche à leur
« attribuer, et que leur analyse amène à constater
« qu'elles n'ont proclamé expressément, ni implici-
« tement, la rétroactivité du traité d'annexion de la
« Savoie à la France, signé le 24 mars 1860 ; qu'elles
« se bornent à déclarer français les individus dont
« elles s'occupent, mais sans se baser sur une fiction
« de rétroactivité et uniquement par le motif qu'ils
« étaient sujets sardes *jure sanguinis* au moment de
« l'annexion... »

Le préfet des Alpes-Maritimes se pourvut en Cassation contre cet arrêt. Conformément aux conclusions de M. le procureur général Baudoin, la Cour de cassation, par un arrêt en date du 17 février 1903 (1), condamna la théorie de la rétroactivité. Il semble dès lors que la Chancellerie, lorsque l'occasion s'en présentera, doive abandonner sa manière de voir. Le seul argument, en effet, sur lequel s'appuyait la dépêche du Ministre de la Justice du 8 décembre 1900, était tiré de la jurisprudence de la Cour de cassation. Or, en présence de l'arrêt du 17 février 1903, cet argument ne peut plus aujourd'hui être invoqué.

1. Cassation, 17 février 1903 et conclusions de M. le procureur général Baudoin. *Journ. de droit intern. privé*, 1904, p. 170 et suiv.

CHAPITRE II

Effets de l'annexion sur le droit de propriété.

L'antiquité romaine considérait comme abandonnés et sans maître les biens des populations vaincues, et admettait les vainqueurs à s'en emparer par la seule prise de possession.

Ce point de vue était encore celui de la plupart des jurisconsultes anciens, notamment de Grotius : « Selon les règles du droit des gens, dit Grotius, « non seulement ceux qui ont pris les armes pour un « juste sujet, mais encore tous ceux qui font la « guerre dans les formes, acquièrent la propriété de « ce qu'ils ont pris à l'ennemi, et cela sans règle ni « mesure ; en sorte que toutes les autres nations doivent les maintenir en possession de ces sortes de « choses, eux et ceux qui les tiennent d'eux, à quelque « titre que ce soit (1). » Pufendorf maintient cette manière de voir (2). Vattel consacre le même prin-

1. *Le droit de la guerre et de la paix*, 1625, livre III, ch. VI, § 2, 1.

2. *De jure naturæ et gentium*, livre VIII, § 7.

cipe, mais ne l'applique pas avec autant de rigueur que ses prédécesseurs ; notamment il repousse la confiscation des immeubles appartenant aux sujets ennemis et n'admet que le séquestre de leurs revenus (1). De Martens reconnaît encore en 1820 (2) le droit au belligérant envahisseur de s'emparer des propriétés privées.

Le point de vue moderne est différent. La guerre ne doit pas être faite en vue de la conquête, mais afin de contraindre l'ennemi à reconnaître un droit contesté. Dans ce but de contrainte, le belligérant peut prendre les biens appartenant à l'État vaincu et s'emparer de ses revenus pendant la durée de l'occupation. Particulièrement, il peut grever la propriété immobilière de contributions extraordinaires pour les dépenses de la guerre ; mais, il ne doit pas aller plus loin, et ne pourrait pas, par exemple, s'indemniser des dépenses de guerre par le pillage du territoire occupé.

Inviolable pendant la durée des hostilités, la propriété privée ne doit pas, à plus forte raison, être atteinte par les dispositions du traité qui termine la guerre. La propriété doit être maintenue après l'an-

1. *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains*, 1758, ch. V, § 76.

2. La dernière édition de son *précis du droit des gens*, parue du vivant de l'auteur, est de 1820.

nexion à ses titulaires antérieurs. Ce principe a reçu la consécration des traités, notamment de celui du 24 mars 1860 et du traité de Francfort, qui portent l'un et l'autre que les individus, qui entendront conserver leur nationalité antérieure, pourront néanmoins conserver leurs immeubles situés en territoire annexé (1).

Que décider, lorsque les lois de l'État annexant ne tolèrent aucun vestige de féodalité, et lorsque, d'autre part, la législation ancienne du pays annexé admettait encore que des droits puissent appartenir à certains individus, sur la personne et sur les biens de ceux qui vivaient sur leurs domaines ?

Il est certain que les lois de l'État annexant concernant la suppression des droits féodaux doivent s'appliquer ; mais comme il s'agit, en l'espèce, d'exproprier certaines personnes d'un véritable droit de propriété, on devra ne le faire que moyennant indemnité.

Le plus souvent, le cas sera prévu par le traité d'annexion, qui stipulera une indemnité, soit en nature, soit en argent, au profit de ceux que pourrait léser l'abolition des droits féodaux (2). Cette indemnité sera, suivant les dispositions du traité, tantôt à

1. Traité du 24 mars 1860, entre la France et la Sardaigne, article 6. De Clercq, *Recueil des traités de la France*, tome VIII, p. 34 ; Traité de Francfort, article 8. De Clercq, *op. cit.*, tome X, p. 473.

2. V. par exemple le traité de Lunéville du 9 février 1801 dans son article 7 : « Et comme, par suite de la cession que fait l'Empire à la

la charge de l'Etat annexant, tantôt à celle de l'État démembré. Mais il se peut que le traité d'annexion ne prévoie pas le cas que nous envisageons ; il faudra néanmoins indemniser ceux dont les droits seraient lésés par l'application des lois de l'État annexant : il ne peut jamais, à la suite d'une annexion, être porté atteinte à la propriété privée sans une juste compensation.

On discutait autrefois la question de savoir si les édifices religieux situés en Savoie appartenaient aux communes ou aux fabriques (1). Une semblable question ne peut plus aujourd'hui se poser. D'une part

« République française, plusieurs princes et États de l'Empire se trouvent dépossédés en tout ou en partie, tandis que c'est à l'Empire germanique collectivement à supporter les pertes résultant des stipulations du présent traité, il est convenu entre l'empereur et roi, tant en son nom qu'au nom de l'Empire germanique, et la République, qu'en conformité des principes formellement établis au Congrès de Rastadt, l'Empire sera tenu de donner aux princes héréditaires, qui se trouvent dépossédés sur la rive gauche du Rhin, un dédommagement qui sera pris dans le sein dudit Empire, suivant les arrangements qui, d'après ces bases, seront ultérieurement déterminés. »
Bull., 3^e série, n° 593.

1. Des Cilleuls. De la propriété des édifices religieux dans les pays annexés à la France en 1860. *Gazette des tribunaux* du 15 août 1897.

Grivaz. La question des églises de Savoie et la théorie des droits acquis. *Revue générale de droit international public*, 1897, p. 645.

Grousseau. De la propriété des immeubles paroissiaux dans la Savoie.

en effet, l'article 15 de la loi du 9 décembre 1905 (1) tranche définitivement cette question à l'égard des édifices antérieurs à la loi du 18 germinal an X, dont il déclare les communes propriétaires : « Dans les « départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et « des Alpes-Maritimes, la jouissance des édifices antérieurs à la loi du 18 germinal an X, servant à « l'exercice des cultes ou au logement de leurs ministres, sera attribuée par les communes sur le territoire desquelles ils se trouvent, aux associations cultuelles, dans les conditions indiquées par les « articles 10 et suivants de la présente loi. En dehors « de ces obligations, les communes pourront disposer « librement de la propriété de ces édifices. Dans ces « mêmes départements, les cimetières resteront la « propriété des communes. »

Cet article ne tranchait la question qu'à l'égard des édifices du culte antérieurs à la loi du 18 germinal an X, et la difficulté restait entière en ce qui concernait les édifices postérieurs, notamment ceux construits de 1815 à 1860, pendant le retour de la Savoie au royaume de Sardaigne. Aujourd'hui, la question n'est plus possible, même à l'égard de ces derniers édifices. Les catholiques, en effet, n'ayant pas constitué d'associations conformes à la loi de

1. *Journal officiel* du 11 décembre 1905.

1905, la loi du 2 janvier 1907 (1), article 2, déclara que
« Les biens des établissements ecclésiastiques qui
« n'ont pas été réclamés par des associations cons-
« tituées dans l'année qui a suivi la promulgation
« de la loi du 9 décembre 1905, conformément aux
« dispositions de ladite loi, seront attribués à titre
« définitif, dès la promulgation de la présente loi,
« aux établissements communaux d'assistance ou de
« bienfaisance. »

Ainsi, en supposant que la loi de 1905 eût laissé
aux associations cultuelles de Savoie la propriété des
édifices construits entre 1815 et 1860, les établisse-
ments ecclésiastiques qui se formeraient désormais
ne pourraient plus prétendre à cette propriété.

La question ne peut donc plus se poser devant les
tribunaux ; aussi nous placerons-nous à un point de
vue tout différent, en nous demandant si l'article 15
de la loi de 1905 n'a pas contrevenu aux principes
que nous avons posés, et particulièrement s'il n'a
pas manqué aux engagements tacitement ou expres-
sément contractés à l'égard des populations annexées.

Cet article, dans la pensée des députés qui le pro-
posèrent et dans celle du ministre des cultes qui le
soutint, ne devait pas avoir pour effet de faire pas-
ser aux communes la propriété de biens apparte-
nant jusqu'alors aux fabriques ; il n'était qu'une

1. *Journal officiel* du 3 janvier 1907.

disposition déclarative du droit préexistant des communes. Ce droit, prétendait-on, tirait son origine de l'avis du Conseil d'État du 6 pluviôse an XIII, ayant force de loi, lequel attribue aux communes la propriété des églises, des presbytères et des cimetières antérieurs au Concordat. Depuis lors, aucun texte n'est venu enlever aux communes le droit qu'elles tenaient de cet avis, et particulièrement la législation sarde postérieure à 1815, époque à laquelle la Savoie fit retour au royaume de Sardaigne, « ne paraît pas avoir modifié la question de propriété des édifices du culte (1) ».

En supposant du reste qu'une disposition de la loi sarde eût retiré aux communes leurs droits, la promulgation générale, qui fut faite, en 1860, des lois françaises en Savoie, aurait eu pour résultat d'y rendre exécutoire l'avis du Conseil d'État du 6 pluviôse an XIII, concernant la propriété des édifices du culte. Ceux-ci, d'après la règle posée par cet avis seraient donc redevenus la propriété des communes, comme dans toutes les autres parties du territoire français (2).

Si d'ailleurs une loi sarde postérieure à 1815 avait

1. Discours de M. Fernand David à la Chambre des députés. *Journal officiel* du 14 juin 1905, p. 2204.

2. V. le discours du ministre des cultes. *Journal officiel* du 14 juin 1905, p. 2211.

attribué aux fabriques la propriété des édifices du culte, il faudrait voir dans cette disposition législative un acte de spoliation à l'égard des communes. Reconnaître en 1905 le droit de ces dernières, ne serait donc pas autre chose que « réintégrer dans la possession de leurs biens » ceux qui en avaient été injustement dépouillés (1).

Examinons les diverses parties de cette argumentation, et demandons-nous d'abord, s'il est vrai que les communes de Savoie n'aient jamais cessé, depuis la loi du 18 germinal an X, d'être propriétaires des immeubles paroissiaux. Pour résoudre cette question un bref historique est nécessaire.

Avant l'invasion française de 1792 en Savoie et l'annexion qui en fut la suite, le curé était, en qualité de représentant du bénéfice cure, regardé comme le propriétaire des divers immeubles du bénéfice. Après l'invasion, les biens ecclésiastiques devinrent la propriété de la nation, en Savoie comme dans le reste de la France. Parmi les édifices ainsi nationalisés, certains furent aliénés et les autres, rendus au culte par la loi du 18 germinal an X. La propriété de ces derniers fut attribuée aux communes par l'avis du Conseil d'État du 6 pluviôse an XIII, ayant force de loi.

1. V. le discours de M. Empereur. *Journal officiel* du 14 juin 1905, p. 2212.

En 1815, la Savoie fit retour au royaume de Sardaigne ; quelle devint alors la situation des édifices du culte en Savoie ? L'édit du 28 octobre 1814, par lequel Victor-Emmanuel I^{er} abrogea la législation française et remit en vigueur les anciennes lois du pays, n'a pu avoir pour effet de dépouiller les communes de leur droit de propriété ; mais un billet royal du 27 juin 1815 donne à cet égard une solution précise ; il décide, en effet, que « toutes les concessions et assignations de biens provenant du clergé, des ordres et corporations religieuses, ou des fondations pieuses, faites par le gouvernement passé, en faveur des particuliers et des établissements publics, seraient tenues pour non avenues et pleinement révoquées, s'il ne résultait que ces concessions avaient eu lieu à titre onéreux (1). » Comme les édifices du culte, attribués aux communes par l'avis du Conseil d'État du 6 pluviôse an XIII, l'ont été à titre gratuit, il est incontestable qu'ils rentrent dans les termes de ce billet royal. Désormais, ces édifices se trouveront dans la même situation qu'avant 1792 : le curé, en qualité de représentant du bénéfice cure, en sera de nouveau regardé comme l'unique propriétaire.

En 1825, un manifeste sénatorial, en date du 22 août, publié en exécution de lettres patentes du 5 avril 1825,

1. Rapporté par M. Grivaz, *op. cit.*, p. 651.

réorganisa le temporel des églises, en créant des conseils de fabrique et en séparant des biens du bénéfice cure ceux qu'il attribuait aux nouveaux conseils de fabrique, notamment les églises, les presbytères et les cimetières.

En présence de ces textes, la jurisprudence savoisienne antérieure à 1860 se prononçait contre la propriété des communes (1).

Nous pouvons donc affirmer, qu'avant l'annexion de 1860, les fabriques étaient propriétaires des édifices religieux. Quel allait être sur ce droit des fabriques l'effet de la promulgation des lois françaises consécutive à l'annexion ? Allait-elle avoir pour résultat de soumettre les édifices religieux à l'avis du conseil d'État de l'an XIII, lequel attribuait aux communes la propriété de ceux qui avaient été construits avant le Concordat ?

Les tribunaux judiciaires français, dans les cas assez rares où cette question s'est posée devant eux (2),

1. A l'exception d'un arrêt de la Cour d'appel de Savoie, en date du 30 mai 1854 (D., 1855.2.243) cette jurisprudence est unanime. — V. Cour d'appel de Savoie, 26 mai 1856 (fabrique de Marthod) *Jurisprudence savoisienne*, t. VII, p. 100 ; 9 mars 1857 (fabrique de Mercury Gémilly), *Jurisprudence savoisienne*, 1857, p. 42. — Cour de cassation de Turin, 15 décembre 1858, *Jurisprudence savoisienne*, 1858, p. 157 ; 18 décembre 1858, *Jurisprudence savoisienne*, 1858, p. 159.

2. Tribunal de Chambéry, 4 février 1880, D. 1880.3.81.

ont refusé de reconnaître le droit des communes (1). Voici les arguments que donne à l'appui de cette solution un jugement du tribunal de Chambéry, du 4 février 1880, qui reconnaît à la fabrique de la commune de Sonnaz la propriété de la place située devant l'église.

Tribunal de Saint-Jean-de-Maurienne, 15 juillet 1887, rapporté par M. Brunet, *op. cit.*, p. 54.

Tribunal de Chambéry, 9 avril 1898 et 14 mars 1902, rapportés par M. Grousseau dans son discours à la Chambre des députés.

1. Par un avis du 24 décembre 1896, le conseil d'État a, au contraire, déclaré les communes propriétaires des églises, presbytères et cimetières antérieurs au Concordat en Savoie et dans le comté de Nice : « Considérant, dit cet avis, qu'il est de principe que la législation « française, dans son ensemble, est applicable à toutes les parties « quelconques du territoire français et que par suite elle régit nécessairement les territoires qui y sont incorporés, sauf les cas exceptionnels où des dérogations auraient été expressément stipulées « dans les actes diplomatiques intervenus au moment de la cession ; « — considérant que, lors de la cession de la Savoie et du comté de « Nice, nulle exception n'a été faite en ce qui concerne le régime légal « des édifices paroissiaux et des cimetières ; que par le traité du « 24 mars 1860 S. M. le roi de Sardaigne a renoncé sans réserve en « faveur de la France à ses droits et titres sur lesdits territoires ; « que le sénatus-consulte du 12 juin de la même année, en proclamant « que la Savoie et Nice faisaient partie intégrante de l'Empire français, a décidé que les lois françaises y deviendraient exécutoires à « partir du 1^{er} janvier 1861 ; — considérant qu'il a été fait application « de ces principes et de ces textes par un décret du 19 décembre 1860, « qui a accordé à des communes de la Savoie, de la Haute-Savoie et « des Alpes-Maritimes les subventions nécessaires à la construction « ou à la réparation de leurs églises ou presbytères ; — considérant

« Attendu qu'avant la Révolution française, les
« fabriques n'existaient pas dans les États sardes
« comme en France ; que les églises et leurs dépen-

« que cette résolution d'appliquer aux fabriques des nouveaux départe-
« tements la législation et la jurisprudence françaises a été immédia-
« tement notifiée à tous les intéressés et suivie d'exécution, sans pro-
« voquer aucune réclamation ; — considérant qu'on prétendrait vai-
« nement que l'article 7 de la convention du 23 août 1860 a eu pour
« effet de conserver aux fabriques et aux menses curiales les biens
« dont elles étaient en possession, et qu'elles doivent dès lors être
« maintenues dans la propriété des édifices paroissiaux et des cime-
« tières, si elles en jouissaient régulièrement en 1860 d'après les lois
« sardes ; qu'il ressort au contraire des conditions dans lesquelles
« cette convention est intervenue, qu'elle n'a été qu'un acte d'exé-
« cution du traité de Turin et qu'elle avait simplement pour objet
« de résoudre les diverses questions incidentes auxquelles donnait
« lieu la liquidation à opérer entre les deux États ; qu'il résulte
« d'ailleurs des termes de l'article 7 que cet article a eu exclusive-
« ment en vue les biens susceptibles de revenus qui appartenaient
« aux collèges et établissements publics jouissant de subventions ou
« de bourses de l'État, et qu'il n'a été fait de réserve en faveur des
« fabriques ou menses curiales des nouveaux départements, ni dans
« ledit article 7, ni dans l'article 3 relatif aux établissements ecclé-
« siastiques, ni dans aucune autre disposition de ladite convention ; —
« considérant dès lors que le régime général des édifices paroissiaux
« et des cimetières dans les départements de la Savoie, de la Haute-
« Savoie et des Alpes-Maritimes, ne saurait différer de celui des au-
« tres départements français et que les difficultés qui peuvent s'éle-
« ver à ce sujet entre les communes et les fabriques ou menses
« curiales doivent être résolues d'après les règles en vigueur dans
« l'ensemble du territoire de la République ; qu'en conséquence et
« par application des textes susvisés, les communes des départements

« dances étaient la propriété des bénéfices, et portées
« ordinairement au cadastre en leur nom ; qu'en
« 1814 et 1815, l'ancien droit a été remis en vigueur,
« mais qu'il a été modifié par deux dispositions légis-
« latives très importantes : les lettres patentes du
« 5 avril 1825, et le manifeste sénatorial du 22 août
« même année ; — qu'il résulte à l'évidence de ces
« deux dispositions et notamment des articles 2 et 5
« du manifeste, que la propriété des églises et de
« leurs dépendances a été attribuée d'une manière
« exclusive aux fabriques qui ont été chargées des
« grosses réparations, le concours des communes ne
« pouvant être exigé que lorsque les ressources de
« la fabrique ne suffiraient pas pour les réparations
« ou reconstructions ;

« Que la propriété des églises et de leurs dépen-
« dances a formé alors principalement le temporel
« de la fabrique, et que la loi communale sarde de
« 1848 n'a en rien modifié ce droit de propriété ;
« que c'est dans ce sens que la cour de Chambéry a
« interprété les lettres patentes du 5 avril 1825, et le
« manifeste sénatorial du 22 août même année, et
« que ses décisions sur ce point ont été consacrées
« d'une manière formelle par deux arrêts de la Cour

« incorporés à la France en 1860 sont propriétaires de leurs églises,
« de leurs presbytères et de leurs cimetières, dans les mêmes condi-
« tions que les communes des autres départements français. »

« de cassation de Turin des 15 et 18 décembre 1858 ;

« Qu'il ne peut dès lors être douteux que, sous
« l'empire de la loi sarde, les églises et leurs dépen-
« dances étaient la propriété des fabriques et non
« des communes.

« Attendu que l'annexion de la Savoie à la France
« a trouvé les fabriques propriétaires des églises et
« de leurs dépendances ; que rien n'établit qu'elles
« aient été dépouillées alors d'un droit de propriété
« incontestable, le fait de l'annexion n'ayant pu
« porter atteinte à des droits légitimement acquis ;
« qu'aucune disposition législative n'est d'ailleurs
« intervenue alors en ce qui concerne les fabriques
« et qu'on doit en conclure, que si, pour l'avenir, les
« lois françaises sur cette matière doivent servir de
« règle, les droits acquis ont dû rester à l'abri de ces
« dispositions. »

Ce jugement fait erreur lorsqu'il a recours au principe de non-rétroactivité pour justifier sa solution, car il n'y a pas, avons-nous vu, rétroactivité à priver quelqu'un d'un droit pour l'avenir lorsqu'on ne rattache pas cette privation à un fait passé (1). Cependant la solution consacrée par ce jugement est exacte.

1. La même erreur se retrouve dans les études de MM. Grousseau, Grivaz, Brunet, sur la propriété des immeubles paroissiaux en Savoie. Elle est le résultat de la distinction classique entre les droits acquis et les expectatives.

Si la promulgation générale des lois françaises en Savoie n'a pas eu pour effet d'y rendre exécutoire l'avis du Conseil d'État de l'an XIII, c'est que la situation n'était plus, en 1860, ce qu'elle était à l'époque où l'avis fut donné. Alors, en effet, les édifices du culte, dont cet avis disposait au profit des communes, étaient la propriété de la nation. En 1860, avant la promulgation des lois françaises en territoire annexé, les immeubles paroissiaux situés en Savoie appartenaient aux fabriques. Appliquer dans cette dernière hypothèse l'avis de l'an XIII, c'eût donc été l'éten- dre hors de son domaine, à des situations en vue desquelles il n'avait pas été donné.

Nous croyons avoir montré, contrairement à l'opinion émise à la Chambre des députés, lors de la discussion de la loi de 1905, qu'avant l'annexion de 1860, les édifices religieux de Savoie appartenaient aux fabriques, et que la promulgation générale des lois françaises en Savoie n'a pu avoir pour effet d'y rendre exécutoire l'avis de l'an XIII, concernant la propriété de ces édifices.

Mais pouvait-on du moins tirer un argument de ce que les communes, ayant été injustement spoliées par le gouvernement sarde de leur droit de propriété, le législateur français ne ferait, en reconnaissant la propriété des communes, que réintégrer celles-ci dans la propriété de leur bien ? On ne peut davantage admettre cet argument, car un État annexant doit

toujours maintenir en possession de leurs biens ceux qui les ont acquis conformément à la loi ancienne du pays annexé, sans se préoccuper de la question de savoir si cette loi était ou non légitime.

Il résulte de tout ce qui précède, qu'en l'absence de stipulations contenues dans les traités de 1860, le législateur français aurait dû maintenir aux fabriques de Savoie la propriété qu'elles tenaient de la loi sarde. Or, l'article 7 du traité du 23 août 1860 dispose que « les collèges et tous autres établissements publics existant dans la Savoie et dans l'arrondissement de Nice, et constitués d'après la loi sarde en personnes civiles pouvant acquérir et posséder, consistent à servir la propriété de leurs biens, meubles et immeubles, et les sommes existant dans leurs caisses au 14 juin 1860. Les subventions annuelles ou les bourses dont ils jouissaient aux frais de l'État ces- seront à la même date d'être à la charge du gouvernement de Sardaigne. »

On a prétendu, il est vrai, que cet article n'avait en vue que les biens susceptibles de revenus, qui appartenaient aux collèges et établissements publics jouissant de subventions et de bourses de l'État. Nous ne croyons pas exacte cette manière de voir ; l'article 7 commence par poser un principe à la suite duquel il règle les questions particulières, mais le principe est parfaitement net : il concerne les collèges et tous autres établissements publics existant

dans la Savoie et l'arrondissement de Nice, et constitués d'après la loi sarde en personnes civiles pouvant acquérir et posséder. Or, les fabriques de Savoie étaient des établissements publics et remplissaient les conditions ci-dessus énumérées.

CHAPITRE III

Effets de l'annexion sur les conventions antérieurement consenties

Les conventions sont régies, quant à leurs conditions de validité, leurs modes de preuve et leurs effets, par la loi en vigueur au moment de leur accomplissement. En conséquence, les difficultés relatives aux contrats conclus dans le territoire annexé avant la réunion doivent être résolues conformément à la législation ancienne du pays annexé. Il en est ainsi notamment de la révocabilité des donations (1). Il faudra néanmoins refuser toute autorité à ces contrats, si les conséquences que l'on prétend en tirer sont contraires aux lois d'ordre public de l'État annexant.

Ces règles nous permettent de résoudre la question qui s'élève, lorsque la loi de l'État annexant subordonne la validité à l'égard des tiers, des ventes et constitutions d'hypothèques, à l'accomplissement

1. A propos de la révocabilité des donations, v. en sens contraire Cosson, thèse, Nancy, 1900, p. 217.

de formalités extérieures de publicité que la loi ancienne n'exigeait pas. Faudra-t-il, après l'annexion, obliger acquéreurs et créanciers hypothécaires à transcrire ou inscrire leurs titres, sous peine d'entendre déclarer leurs droits non opposables aux tiers ? Nous ne le pensons pas. La vente ou la constitution d'hypothèque ont été revêtues de toutes les formes prescrites par la loi sous l'empire de laquelle elles ont été passées ; décider que ces actes ne produiront pas leur plein effet parce qu'ils ne remplissent pas les conditions établies par une loi postérieure serait évidemment de la rétroactivité ; or, pour qu'il soit possible de faire rétroagir la loi nouvellement promulguée dans un territoire annexé, il faut que la rétroactivité résulte d'une disposition expresse, ou que l'on prétende faire produire à un acte antérieur à l'annexion des conséquences contraires à l'ordre public de l'Etat annexant. Ni l'une ni l'autre de ces conditions ne se trouvent réalisées dans notre hypothèse.

Les contrats antérieurs à l'annexion pourraient, du reste, sans sérieux inconvénients, être soumis, par une disposition expresse des lois nouvelles aux formalités de publicité exigées dans l'Etat annexant. Cette mesure, en effet, ne supprimerait aucun droit, mais en subordonnerait seulement le maintien à l'accomplissement d'une formalité facile ; elle présenterait, d'autre part, de sérieux avantages, car en

généralisant la publicité, elle affermirait le crédit public.

Le déplacement de frontière que produit l'annexion a fait naître une difficulté intéressante en matière de propriété artistique ou littéraire. L'auteur ou l'artiste a pu, avant l'annexion, céder son droit à des éditeurs différents, pour chacun des deux pays dont l'un allait être démembré au profit de l'autre. L'éditeur cessionnaire, de l'État annexant, verra-t-il après l'annexion son droit s'étendre dans les territoires nouvellement acquis, au détriment du cessionnaire du pays annexé, ou bien le domaine dans lequel pourra s'exercer le droit de chaque cessionnaire restera-t-il ce qu'il était avant l'annexion ?

Cette question s'est posée devant le tribunal impérial de Leipzig à propos de l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Dans l'espèce, il était intervenu, avant la guerre de 1870, entre Flaxland, éditeur de musique à Paris et Meser, éditeur à Dresde, le contrat suivant : « M... cède à F... la propriété exclusive pour la France des trois opéras suivants de Richard Wagner: *Tannhäuser*, *Le Vaisseau Fantôme* et *Rienzi*. » « M... s'engage à ne pas vendre en France ses éditions allemandes de ces trois opéras autrement que par l'entremise et avec le consentement de F... De son côté, F... s'engage à ne pas envoyer en Allemagne, comprenant toute la Confédération germanique, ses éditions françaises sans remplir les mê-

« mes formalités vis-à-vis de M... Tous les autres
« pays seront considérés comme neutres et les par-
« ties contractantes auront le droit d'y vendre leurs
« éditions comme bon leur semblera. »

Or, M. Furstner, propriétaire depuis 1872 de la maison Meser, s'était mis à vendre en Alsace-Lorraine des exemplaires de ses éditions allemandes. M. Durand, propriétaire de la maison Flaxland, prétendant que Furstner violait le contrat conclu à une époque où l'Alsace-Lorraine faisait encore partie de la France, le poursuivit en dommages-intérêts et demanda à la justice de reconnaître le droit exclusif de la maison de Paris en Alsace-Lorraine.

Le tribunal de première instance de Berlin ayant rejeté cette demande, appel fut interjeté contre sa décision. La Cour d'appel de Berlin (1) la confirma, estimant que l'étendue du marché réservé à chacune des parties devait changer en même temps que les frontières de l'Allemagne et de la France. Cette décision se basait à la fois sur la lettre du texte et sur l'intention probable des parties. Le contrat, en effet, obligeait l'éditeur allemand à ne pas vendre en France ; l'Alsace-Lorraine ne faisant plus partie de la France, la lettre du texte permettait à l'éditeur allemand d'y vendre ses exemplaires, sans forfaire à

1. Cour d'appel de Berlin, 27 avril 1898. *Le droit d'auteur*, 1898, p. 84.

ses engagements. D'autre part, les deux contractants étaient des personnes cultivées et devaient, en présence des modifications territoriales nombreuses qui s'étaient produites de 1850 à 1870, se rendre compte qu'un changement de frontières était possible. Si donc les parties avaient voulu prendre en considération des limites autres que les frontières politiques, elles auraient certainement pris soin de le spécifier.

Ces considérations sont loin d'être décisives. Quant à la lettre du texte, pour déterminer le sens des termes qu'il contient, il faut se placer à l'époque de la conclusion du contrat. Or, à cette époque, l'Alsace-Lorraine était comprise dans le territoire de la France et non dans celui de la Confédération germanique. Admettre qu'une modification des frontières devait amener une modification dans l'étendue des marchés réservés à chacune des parties, ce n'est donc pas se conformer à la lettre du texte, c'est faire entrer dans le texte une idée qui ne s'y trouve pas, puisque le texte ne prévoit pas la modification des frontières des deux pays.

La décision de la Cour d'appel de Berlin ne nous paraît pas davantage conforme à la volonté des parties. En supposant même, comme le fait la Cour, que les parties aient pensé à la modification possible des frontières existant entre l'Allemagne et la France, il n'en résulte nullement qu'elles aient fait

entrer cette possibilité dans leurs calculs. Elles ont pu envisager la possibilité de l'annexion et ne pas songer aux conséquences que cette annexion pouvait avoir sur les rapports juridiques issus de leur contrat.

L'arrêt de la Cour de Berlin fut d'ailleurs réformé par le tribunal impérial de Leipzig le 9 novembre 1898 (1). Ce dernier arrêt déclare qu'il n'a pas été possible aux parties contractantes de prévoir, lors de la conclusion de leur contrat, les modifications possibles de frontières entre la France et l'Allemagne. Il reconnaît d'autre part que le contrat se rapporte au territoire de la France et à celui de la Confédération germanique, tels qu'ils existaient le 24 mai 1864, date du contrat. Or, c'est un principe incontestable que l'étendue des droits des particuliers, sauf une disposition de loi les en dépouillant, n'est pas touchée par une modification des frontières politiques. Pour ces motifs, le tribunal impérial de Leipzig maintient à l'éditeur français son droit de propriété artistique en Alsace-Lorraine, malgré l'annexion de ces provinces à l'Allemagne (2).

1. Tribunal impérial de Leipzig, 9 novembre 1898. J. Clunet, 1900, p. 384. *Le droit d'auteur*, 1899, p. 68.

2. En ce sens v. Darras, *Du droit des auteurs et des artistes dans les rapports entre l'Allemagne et la France, considéré au point de vue des conventions internationales existant entre les deux pays*. Une brochure in-8°, 7 p. Association littéraire et artistique internationale, 1895.

Il ne faut pas admettre sans restriction le principe consacré dans ce dernier arrêt, d'après lequel l'annexion par elle-même et indépendamment de la promulgation des lois de l'État annexant, ne peut avoir d'effet sur les droits des particuliers. Il se peut, en effet, que l'annexion rende impossible l'exécution d'une convention. Ne devra-t on pas, s'il en est ainsi, permettre à la partie qui ne peut plus profiter des stipulations du contrat, d'en demander la résolution ?

Cette question s'est posée devant le tribunal civil de la Seine (1), à propos de l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne. Dans l'espèce, il s'agissait de savoir si le traité du 10 mai 1871 ne constituait pas un fait de force majeure devant entraîner la résiliation des baux antérieurement passés entre Français et Alsaciens, au sujet d'immeubles situés sur le territoire devenu allemand. Le tribunal s'est refusé à considérer l'annexion comme un fait de force majeure entraînant la résiliation du contrat (2): « Attendu, dit « le tribunal, que l'annexion n'entre pas dans la catégorie des faits qu'on ne pouvait prévoir, et que la « substitution d'une souveraineté à une autre n'a

1. Tribunal civil de la Seine, 17 juin 1873. *Le Droit* des 7 et 8 juillet 1873.

2. V. également dans ce sens un jugement du tribunal civil de Versailles du 7 mai 1873, confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 30 décembre 1873, S. 1874 2.67. Dans le même sens, Cosson, *op. cit.*, p. 218.

« d'effet qu'au regard des rapports des citoyens avec
« l'État et non au regard de leurs rapports civils
« entre eux et les étrangers avec lesquels ils ont
« contracté et réciproquement. »

Ainsi, la décision du tribunal de la Seine est fondée sur un double motif: en premier lieu elle s'appuie sur cette idée que l'annexion, n'étant pas un fait impossible à prévoir, l'absence d'une clause insérée dans le contrat en vue de cette éventualité est la preuve que les parties entendaient en contractant ne lui attacher aucun effet. Nous croyons avoir déjà démontré l'inexactitude de ce raisonnement (1).

Le second argument du tribunal de la Seine est que la substitution d'une souveraineté à une autre ne saurait avoir, par elle-même, d'effet entre particuliers. Ce principe est exact et nous en avons déjà reconnu le bien-fondé à propos des contrats relatifs à la propriété littéraire et artistique ; mais nous pensons qu'une dérogation doit lui être apportée, au cas où l'annexion mettrait obstacle à l'exécution des conventions antérieurement consenties. Or, après le traité de 1871, le Français et l'Alsacien-Lorrain resté Français, étaient devenus des étrangers par rapport au territoire cédé et pouvaient en être expulsés par simple mesure administrative. On ne pouvait dès lors obliger le locataire ou le fermier à continuer

1. V. *supra*, p. 93.

d'exécuter les clauses de son bail, alors que l'annexion avait rendu si précaire la détention des biens loués (1).

Les règles, que nous avons posées pour les conventions en général, nous faciliteront la solution des questions relatives aux conventions matrimoniales. Le contrat de mariage antérieur à l'annexion restera valable, s'il réunit les conditions de validité qu'exigeait la loi ancienne, et les clauses que les époux y ont insérées conformément à cette loi devront être sanctionnées par les tribunaux de l'État annexant (2), à moins toutefois qu'elles ne soient contraires à quelque disposition d'ordre public de la législation de cet État.

Le Code civil français (articles 1388 et 1389) interdit l'insertion dans le contrat de mariage de certaines clauses jugées contraires à l'ordre public. Au cas d'annexion à la France, le contrat de mariage antérieur à l'annexion, qui contiendrait une semblable clause, valable d'après la loi ancienne, ne serait pas nul ; seule la clause illicite serait privée d'effets, car on ne peut punir les époux d'avoir inséré dans leur

1. V. en ce sens Cabouat *op. cit.*, p. 228. V. également Ballot. *Effet de la guerre sur le louage*, p. 25.

2. Chambéry, 6 février 1895 et, sur pourvoi, Cassation, 26 juillet 1899. D. 1905.1.189.

contrat une clause qu'autorisait la loi sous l'empire de laquelle ils l'ont conclu.

L'article 1390 du Code civil interdit aux futurs époux : « De stipuler d'une manière générale que leur « association sera réglée par l'une des coutumes, lois « ou statuts locaux, qui régissaient ci-devant les diver- « ses parties du territoire français, et qui sont abro- « gés par le présent code. »

Ne faut-il pas voir dans cet article une disposition d'ordre public, et ne doit-on pas, en conséquence, l'appliquer même aux contrats de mariage antérieurs à l'annexion, déclarant mariés sous le régime légal de communauté les époux dont les conventions matrimoniales se heurteraient à la règle de l'article 1390 ? La solution négative ne nous semble faire aucun doute. En effet, le but que poursuivait le législateur, en édictant l'article 1390, était d'éviter le maintien, sous une forme nouvelle, de la diversité des coutumes anciennes. La réalisation du but de cet article n'en nécessitait l'application qu'aux conventions matrimoniales à venir ; point n'était besoin de l'appliquer aux conventions précédemment conclues. Aussi devra-t-on maintenir les contrats antérieurs à l'annexion et rédigés de la manière interdite par l'article 1390, pourvu que les coutumes ou lois auxquelles ils se réfèrent ne contiennent aucune disposition contraire à nos lois d'ordre public.

Si des époux mariés avant l'annexion, sans avoir

fait de contrat de mariage, s'étaient trouvés régis quant à leurs rapports pécuniaires par l'ancienne législation des pays annexés, cette législation continuerait après l'annexion à régir leurs rapports. Il est normal, en effet, de supposer, à défaut de conventions matrimoniales, que les époux ont entendu se soumettre au régime de droit commun en vigueur à l'époque de la conclusion de leur contrat. Ce serait donc méconnaître l'intention des parties contractantes que les soumettre après l'annexion à un régime matrimonial nouveau.

Il a été jugé en ce sens que le régime paraphernal qui, d'après la loi sarde, constituait le régime applicable en l'absence d'un contrat de mariage, a continué de régir les époux mariés en Savoie avant l'annexion et qu'il n'a pu être transformé en une communauté de biens par l'effet de cette réunion (1).

En vertu du même principe, il faudra se référer à la législation ancienne du territoire annexé, lorsque le contrat de mariage antérieur à la réunion n'aura pas prévu certains points accessoires, ou bien ne contiendra aucune clause relative soit à l'administration des biens, soit à la dissolution de la communauté.

C'est en ce sens que s'est prononcée la jurispru-

1. Cassation, 12 juin 1874. S. 1878.1.45.— Lyon, 10 décembre 1891. *Moniteur judiciaire de Lyon* du 16 février 1892.

dence française, dans plusieurs arrêts relatifs à l'annexion de la Savoie à la France. Ainsi, il a été jugé, par un arrêt de la Cour de Chambéry en date du 28 février 1862 (1), confirmé en Cassation le 14 juillet 1863 (2), que la séparation de biens, prononcée entre époux mariés avant l'annexion, donnait ouverture aux gains de survie de la femme, par application des articles 1554 et 1529 abrogés du Code civil sarde. Il faut voir là une application du principe suivant lequel ce qui n'a pas été prévu dans le contrat de mariage doit être jugé conformément à la loi de l'époque où le contrat a été fait : « Attendu, dit la « Cour de Cassation, qu'en principe général les con- « ventions sont régies par la loi du temps où elles « sont formées ; que cette règle est surtout applica- « ble aux conventions matrimoniales, et que, pour « déterminer les effets des modifications qui pour- « ront survenir dans l'association conjugale, rela- « tivement aux biens, les époux se réfèrent tacite- « ment et nécessairement aux dispositions des lois « qui règlent les modifications de cette nature, au « moment où cette association a été contractée ; — « Attendu que la séparation de biens est une de ces « modifications, en prévision de laquelle la dignité du « mari ne permet pas de stipuler, mais dont la pré-

1. Chambéry, 28 février 1862, S. 63.2.7.

2. Cassation, 14 juillet 1863, S. 63.1.333.

« voyance de la loi a réglé les effets civils ; — que
« les conséquences de la séparation de biens pronon-
« cée entre les époux B..., mariés en 1844, sous l'em-
« pire du Code civil sarde de 1838, devaient donc
« être fixées d'après les dispositions de ce Code. »

C'est au même système que se rattache un arrêt de la Cour de Chambéry, en date du 19 juin 1861 (1), confirmant un jugement du tribunal de Chambéry du 19 février 1861. Cet arrêt soumettait la femme dotale, dont les conventions matrimoniales étaient antérieures à l'annexion, à l'obligation de faire emploi de sa dot au cas de séparation de biens.

Il faut appliquer les mêmes principes aux effets de la séparation de corps ou du divorce, sur les rapports pécuniaires des époux ; c'est ainsi que la question de savoir si la séparation de corps ou le divorce entraîne la révocation des avantages matrimoniaux consentis à l'époux contre lequel le jugement a été prononcé, doit être résolue d'après la loi en vigueur à l'époque du mariage, et non d'après celle en vigueur lors du jugement de séparation ou de divorce.

Un arrêt de la Cour de Chambéry, en date du 26 juin 1869 (2), confirmant sur appel un jugement du tribunal d'Annecy du 26 décembre 1868, consacre cette solution à propos d'une donation par contrat

1. Cour de Chambéry, 19 juin 1861. D., 62.5.86.

2. Cour de Chambéry, 26 juin 1869. D., 69.2.154.

de mariage faite à une femme mariée sous l'empire de la législation sarde. Elle maintient cette donation, bien que la séparation de corps ait été prononcée contre cette femme après l'annexion, par application du Code sarde qui n'admet la révocation des donations entre époux ni par suite de séparation de corps, ni même pour cause d'ingratitude.

Le nombre et l'étendue des droits qu'a sur ses biens dotaux la femme mariée sous l'empire de l'ancienne loi du pays annexé restent après l'annexion déterminés par cette ancienne législation.

C'est ainsi que si la législation de l'État annexant déclarait inaliénables et imprescriptibles les immeubles dotaux de la femme, alors que la loi de l'État démembré les déclarait aliénables et prescriptibles, il faudrait après l'annexion conserver à la femme mariée sous l'empire de l'ancienne loi la faculté d'aliéner ses fonds dotaux et maintenir la prescriptibilité de ces fonds.

Il conviendrait également d'appliquer l'ancienne législation du pays annexé, si la loi nouvelle restreignait ou élargissait la faculté d'aliénation que, dans certains cas et moyennant l'accomplissement de certaines formalités, la femme mariée possède sur ses biens dotaux.

C'est en ce sens que s'est prononcé un arrêt de la Cour de Chambéry, en date du 29 octobre 1888 (1),

1. Cour de Chambéry, 29 octobre 1888, D., 90. 2. 231.

aux termes duquel les pouvoirs de la femme mariée en Savoie, sous l'empire de la loi sarde, quant à l'aliénation de sa dot ou au droit d'hypothéquer ses immeubles dotaux, sont déterminés par la loi sarde. En l'espèce, la femme réclamait l'application de l'article 1588 du Code civil français, lequel permet au tribunal d'autoriser l'aliénation des immeubles dotaux sans limitation aucune, tandis que l'article 1540 du Code civil sarde ne laissait au tribunal la faculté d'autoriser pareille aliénation que jusqu'à concurrence de la moitié de la dot seulement.

Ces diverses solutions se justifient par cette considération que l'aliénabilité ou l'inaliénabilité des immeubles de la femme est, non pas une question de capacité, mais une question de régime matrimonial dépendant de la volonté des parties qui peuvent, à leur gré, maintenir l'aliénabilité des immeubles de la femme. Or, les conventions des particuliers sont régies par la loi sous l'empire de laquelle elles ont été faites.

Il ne faudrait pas toutefois adopter cette solution, si la loi de l'État annexant interdisait de stipuler l'inaliénabilité des biens dotaux admise par l'ancienne législation du pays annexé. Si cette prohibition, en effet, avait été édictée, c'est parce que la mise hors du commerce des biens de la femme aurait été jugée contraire à l'intérêt général. L'aliénabilité serait dès lors d'ordre public; or, nous savons qu'il n'est pas

possible d'invoquer contre l'ordre public de l'État annexant les dispositions de la loi de l'État démembré.

Après l'annexion de la Savoie et du comté de Nice à la France, les tribunaux français eurent à déterminer l'effet de la promulgation du Code civil sur l'hypothèque légale de la femme mariée avant l'annexion. La question naissait de ce que la loi sarde ne donnait effet à l'hypothèque légale de la femme mariée qu'à dater de l'inscription, à moins que l'inscription n'eût été prise dans les trois mois à dater du mariage. La loi française, au contraire, ne subordonne pas à la formalité d'une inscription l'efficacité de l'hypothèque légale de la femme mariée. Il s'agissait de savoir dans quelle mesure l'hypothèque légale de la femme, mariée avant l'annexion et qui, contrairement à la loi sarde, n'aurait pas inscrit son hypothèque, bénéficierait de la dispense consacrée par la loi française.

Il n'est pas douteux que les créanciers hypothécaires, ayant pris inscription avant l'annexion de la Savoie à la France, priment l'hypothèque légale de la femme mariée non inscrite (1). Faire passer ces créanciers après la femme, ce serait leur enlever la garantie sur laquelle, en contractant, ils pouvaient

1. Chambéry, 12 juin 1865. S. 1865.2.268.

Aix, 16 décembre 1869. D. 1871.2.74.

légitimement compter. Ce serait de la rétroactivité. Il faut décider, au contraire, que les créanciers hypothécaires, postérieurs à l'annexion, sont primés par l'hypothèque légale non inscrite de la femme mariée, qui prend rang pour toutes ses créances antérieures à la date de la promulgation des lois nouvelles (1).

D'autres difficultés ont été soulevées après l'annexion de 1860, à propos de l'hypothèque légale de la femme mariée.

D'après le Code sarde la restitution de sa dot était garantie à la femme mariée par une hypothèque légale qui grevait non seulement les biens du mari, mais encore les biens des ascendants de ce dernier, expressément ou tacitement obligés avec le mari à la restitution de la dot (article 2170 C. sarde). Pour atténuer les inconvénients d'une hypothèque aussi large, la loi sarde autorisait la femme à consentir la restriction de son hypothèque à des biens suffisants pour assurer la restitution de sa dot (article 2264 C. sarde). Lorsque la femme, conformément à cette disposition, avait consenti la limitation de son hypothèque à un immeuble de son beau-père, cette hypothèque pouvait, après la mort de celui-ci, et lorsque les immeubles hypothéqués ne tombaient pas dans

1. Cassation, 2 août 1880. S. 1882.1.401.

Grenoble, 6 juillet 1882. S. 1884.2.209. Note Labbé.

Tribunal d'Annecy, 26 décembre 1885 ; *La Loi* du 6 août 1886.

Tribunal d'Annecy, 11 août 1887 ; *Le Droit* du 6 novembre 1887.

le lot du mari par l'effet du partage, être transportée par justice sur d'autres immeubles du mari (article 1936, Code sarde).

On s'est demandé si, après l'annexion, l'hypothèque de la femme pouvait ainsi être transportée par jugement sur l'immeuble échu au mari dans le partage et si l'hypothèque ainsi transportée conservait sa qualité d'hypothèque légale.

Il faut admettre le droit de la femme mariée de faire transporter après l'annexion son hypothèque d'un immeuble ayant appartenu à son beau-père et non échu à son mari dans le partage sur un immeuble tombé dans le lot du mari. En effet, en consentant à restreindre à un seul immeuble de son beau-père l'hypothèque générale que lui conférait la loi, la femme avait en vue la possibilité de faire transporter son hypothèque, après la mort de son beau-père, sur les immeubles qui tomberaient dans le lot du mari. Détruire cette attente, fondée sur les dispositions de la loi en vigueur au moment du contrat, eût été contraire au principe de non-rétroactivité.

La Cour de Chambéry, par un arrêt du 9 juillet 1877 (1), avait jugé que l'hypothèque ainsi transportée par justice perdait son caractère d'hypothèque légale, pour prendre celui d'hypothèque judiciaire.

1. Rapporté avec l'arrêt de la Cour de Cassation du 2 août 1880, S. 1882.1.401.

La Cour de Cassation, le 2 août 1880, et la Cour de Grenoble, par l'arrêt déjà cité du 6 juillet 1882, ont maintenu, avec raison selon nous, à l'hypothèque transportée sa qualité d'hypothèque légale. On entend, en effet, par hypothèque judiciaire, celle qui résulte de plein droit d'un jugement de condamnation. Or, dans notre hypothèse, il n'y a rien de tel : l'hypothèque ne résulte pas du jugement ; elle est seulement transformée par lui. Sa nature ne doit pas changer davantage que ne change la nature d'une hypothèque légale lorsqu'elle est restreinte par autorité de justice.

L'intérêt de cette solution se fait sentir en ce qui concerne les formes de l'inscription. Si l'hypothèque de la femme était devenue judiciaire, son inscription aurait dû contenir l'évaluation des créances indéterminées de la femme (Code civil, art. 2148). Conservant le caractère d'hypothèque légale, elle peut être inscrite sans cette évaluation.

CHAPITRE IV

Effet de l'annexion sur le droit de succession.

La promulgation, en territoire annexé, de lois modifiant les droits de succession n'atteint pas les successions antérieurement ouvertes, quand bien même celles-ci ne seraient encore ni partagées, ni même acceptées. Les héritiers conservent la part que leur attribuait la loi de l'État démembré; les en priver serait de la rétroactivité, puisque ce serait effacer les conséquences déjà réalisées d'un fait passé.

Mais quelle est l'influence de ces lois sur la dévolution des successions non encore ouvertes? La théorie, qui distingue entre les droits acquis et les expectatives, répond que ces successions seront attribuées conformément aux règles posées par la loi nouvelle, car la qualité de successible, étant à la merci d'un testament, ne constitue qu'une simple expectative.

Cette solution n'est exacte que lorsque la loi nouvelle prive de leur droit, de manière absolue, toute une catégorie de successibles; lorsque, par exemple,

la législation du pays annexant refuse la qualité d'héritiers à certains parents de degré éloigné qu'appelait la loi ancienne du pays annexé.

Il en serait différemment, si la loi nouvelle, en privant certaines personnes du droit de succéder à d'autres, rattachait cette privation à quelque acte déterminé, tel qu'un refus d'aliments. Il y aurait alors rétroactivité à appliquer cette loi nouvelle aux successions ouvertes depuis sa promulgation, si celles-ci étaient réclamées par des personnes s'étant rendues coupables avant l'annexion de l'acte que la loi punit.

La promulgation des lois de l'État annexant ne modifie pas la quotité disponible des personnes antérieurement décédées. C'est d'après l'ancienne loi du pays annexé que doivent être déterminés les droits des donataires, des légataires et des réservataires de ces personnes.

D'après quelle législation doit-on fixer la quotité disponible des personnes décédées après l'annexion? Si la demande en réduction est formée contre des libéralités révocables, nul doute que la quotité disponible ne doive être calculée d'après la loi en vigueur à l'époque du décès. S'agit-il, au contraire, de libéralités irrévocables, la disponibilité sera modifiée si la loi nouvelle élargit la quotité disponible. Il en est différemment si la loi nouvelle restreint la quo-

tité disponible : dans ce cas, la validité des libéralités irrévocables consenties avant l'annexion sera fixée d'après la loi ancienne, car l'application de la loi nouvelle aurait pour résultat de priver certaines personnes de leurs droits, à raison de ce fait antérieur à l'annexion, qu'elles les ont acquis par une donation cependant valable à l'époque de sa formation.

Ces solutions ont été consacrées, lors de l'annexion de la Savoie et du comté de Nice à la France, par le décret du 22 août 1860, qui contient, dans l'article 3, la disposition suivante : « Les donations établies par « contrat régulier et sans fraude seront, quant à la « révocabilité et à la réduction, régies par la loi sous « l'empire de laquelle elles ont été constituées. »

Il ne faut voir, dans cette disposition, qu'une application des principes. Même en son absence, les tribunaux français auraient dû valider les donations antérieures à l'annexion et dépassant la quotité disponible du droit français, pourvu toutefois qu'elles ne fussent pas supérieures à la quotité disponible beaucoup plus considérable du droit sarde.

Telle n'est pas l'opinion émise dans sa thèse par M. Brunet (1). L'article 3 du décret du 22 août 1860 est selon lui : « une dérogation grave aux principes ». Les lois sur la quotité disponible étant en effet d'or-

1. Brunet. *Conséquences juridiques de l'annexion de Nice et de la Savoie à la France*. Thèse, Paris, 1890, p. 267.

dre public, c'est toujours la loi en vigueur à l'époque de l'ouverture de la succession qu'il faut appliquer. En décidant que les donations seront, quant à la réduction, régies par la loi en vigueur à l'époque où elles ont été consenties, le décret du 22 août déroge à un principe certain de notre droit.

Ce raisonnement n'est pas exact. Lorsqu'un État promulgue sa législation dans un territoire qu'il vient de s'annexer, le caractère d'ordre public de l'une des lois nouvellement promulguées peut s'opposer à ce qu'un acte antérieur à l'annexion produise ses effets dans l'avenir ; mais les effets déjà réalisés d'un acte précédemment accompli restent définitivement à l'abri des lois nouvelles, quand bien même celles-ci seraient d'ordre public.

Un jugement du tribunal de Chambéry, en date du 3 juillet 1862 (1), voit, comme nous, dans cet article 3, une simple application des principes :
« Attendu, dit ce jugement, quant à la réduction,
« que la donation entre vifs est un acte parfait et
« exécuté au moment de sa confection et de son
« acceptation, puisque, à cet instant même, le donateur est irrévocablement dépouillé et le donataire
« saisi de la propriété des choses données.

« Attendu qu'il résulte de cette irrévocabilité que

1. Tribunal de Chambéry, 3 juillet 1862. *Journal des Cours de Grenoble et Chambéry*, 1862, p. 207.

« la donation ne doit être régie que par la loi en
« vigueur au moment où elle a été faite ; qu'elle ne
« doit être, en conséquence, soumise au retranche-
« ment que jusqu'à concurrence de la portion légi-
« timaire qui se trouvait fixée par cette loi, et non
« jusqu'à concurrence de la portion plus considéra-
« ble fixée à titre de réserve par la loi du décès du
« donateur ;—Attendu qu'autrement elle se trouverait
« révoquée en partie, c'est-à-dire pour l'excédent de
« la réserve sur la légitime ; — Attendu que la loi nou-
« velle qui opérerait cette réduction aurait un effet
« rétroactif... »

Les testaments antérieurs à l'annexion, et réunissant les conditions de forme exigées par la loi ancienne, restent valables quand bien même leurs auteurs ne mourraient qu'après l'annexion. Les partisans de la théorie qui oppose les droits acquis aux simples expectatives admettent cette solution (1), mais sans pouvoir la justifier. Le bénéficiaire d'un testament n'a en effet qu'un droit révocable, constituant par excellence une expectative, et l'expectative

1. V. Merlin, *Quest.*, v° *Testament*, § 12. — Demolombe, I, 49, n° 4. — Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, tome I, cinquième édition, § 30, p. 101. — V. dans le même sens, Chambéry, 26 juin 1865. *Journ. des Cours de Grenoble et de Chambéry*, 1865, p. 313.

est soumise par la doctrine courante à l'application des lois nouvelles.

Cette solution s'explique, au contraire, aisément dans le système auquel nous nous sommes arrêté. Annuler un testament valable d'après la loi sous l'empire de laquelle il a été fait, ce serait, de la part de la loi nouvelle, priver quelqu'un du droit de succéder à une autre personne, à raison de ce fait passé que le testament a été fait dans une certaine forme alors admise, aujourd'hui prohibée. Or, tel est dans notre système le critérium de la rétroactivité.

Telle est la solution qu'a consacrée, dans son article 4, le décret du 22 août 1860.

D'après la loi sarde, le testament était valable à la double condition : 1° d'être écrit et signé, ou tout au moins signé par le testateur ; 2° d'être déposé dans les minutes d'un notaire, ou dans les archives des cours et tribunaux. La loi française ne reconnaît pas la validité d'un pareil testament, lorsqu'il a été signé par le testateur, mais n'a pas été écrit par lui. Cependant le décret du 22 août 1860 porte que « les « testaments déposés dans les archives de la Cour et « des tribunaux y seront conservés, si les testateurs « ne jugent à propos de les retirer avant leur décès. « L'ouverture aura lieu, le cas échéant, conformément à l'article 100 du Code civil. »

Inversement, le testament antérieur à l'annexion, fait dans une forme qui le rendait nul aux termes de

la loi ancienne, restera nul même quand la loi nouvelle en reconnaîtrait la validité.

Lorsque la loi de l'État annexant interdit d'insérer dans les testaments certaines clauses valables d'après la loi ancienne, telles que les substitutions, doit-on l'appliquer aux testaments antérieurs à l'annexion ? L'affirmative ne fait aucun doute, et les dispositions contraires aux prohibitions établies par l'État annexant seront déclarées nulles, si la succession ne s'ouvre qu'après la promulgation des lois nouvelles.

Lorsque la succession a été ouverte avant l'annexion, la substitution prohibée par les lois nouvelles produira ses effets ; toutefois, si l'État annexant admet que, pour être capable d'acquérir un droit, il faut être né, ou tout au moins conçu, il faudra tenir compte de ce principe et refuser le bénéfice de la substitution à tout individu non encore né, ou non encore conçu, à l'époque de la promulgation des lois nouvelles (1).

C'est une règle analogue qui fut consacrée, lors de l'annexion de la Savoie et du comté de Nice à la France, par l'article 5 du décret du 22 août 1860, ainsi conçu : « ... Les substitutions établies contrairement à « la loi française seront maintenues au profit de tous « les appelés nés ou conçus lors de la promulgation

1. Cassation, 3 août 1863. S., 1863.1.541.

« du présent décret. Lorsqu'une substitution sera
« recueillie par un ou plusieurs des appelés dont il
« vient d'être parlé, elle profitera à tous les autres
« appelés du même degré, ou à leurs représentants,
« quelle que soit l'époque où leur existence aura
« commencé. »

Cette disposition reproduisait exactement l'article 6 de la loi du 7 mai 1849, laquelle abrogeait la loi du 17 mai 1826 sur les substitutions.

Vu : le Président de la thèse,
A. PILLET

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil français, Tome I.
- BARTIN. — Les conflits entre dispositions législatives de droit international privé. (Revue de droit international, p. 300 et suivantes).
- BAUDRY-LACANTINIERE. — Traité théorique et pratique de droit civil, Tome I.
- BRUN. — De la non-rétroactivité en matière de nationalité. (Thèse, Paris, 1904, p. 159 et suivantes).
- BRUNET. — Conséquences juridiques de l'annexion de Nice et de la Savoie à la France. (Thèse, Paris, 1890).
- CABOUAT. — Des annexions de territoire et de leurs principales conséquences. (Thèse, Paris, 1881).
- CHAVEGRIN. — Note Sirey, 1886.2.217.
- DES CILLEULS. — De la propriété des édifices religieux dans les pays annexés à la France en 1860. (Gazette des tribunaux du 15 août 1897).
- COSSON. — Les cessions de territoire. (Thèse, Nancy, 1900).
- DESPAGNET. — L'ordre public en droit international privé. (Journal de droit international privé, 1889, pages 5 et suivantes, 207 et suivantes).
- De la légitimation en droit international privé. (Journal de droit international privé, 1888, p. 602).
- DIENA. — De la rétroactivité des dispositions législatives de droit international privé. (Journal de droit international privé, 1900, p. 934).

- DUGUIT. — Du conflit des lois en matière de filiation.
(Journal de droit international privé, 1886,
p. 522).
- GRIVAZ. — La question des églises de Savoie et la théorie des droits acquis. (Revue générale de droit international public, 1897, p. 645 et suivantes).
- HUBERT. — De la rétroactivité des traités d'annexion. (La Loi du 5 mai 1900).
- HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code civil,
Tome I.
- LABBÉ. — Note Sirey, 1884.2.209.
- LAURENT. — Principes de droit civil, Tome I.
- LEHR. — Cas de conflit de législation en matière de légitimation d'un enfant naturel. (Journal de droit international privé, 1883, p. 143).
- PILLET. — Principes de droit international privé.
— De l'ordre public en droit international privé.
(Annales de l'enseignement supérieur de Grenoble, 1890, p. 185).
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, Tome I.
- SELOSSE. — Traité de l'annexion au territoire français et de son démembrement.
- DE VAREILLES-SOMMIÈRES. — Une théorie nouvelle sur la non-rétroactivité des lois. (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1893, pages 444 et suivantes, 492 et suivantes).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	3

PREMIÈRE PARTIE

Règles concernant la solution des conflits de lois consécutifs à une annexion.

CHAPITRE I. — De la non-rétroactivité en matière d'annexion	7
CHAPITRE II. — De la rétroactivité des lois d'ordre public en matière d'annexion	27

DEUXIÈME PARTIE

Examen de la jurisprudence.

CHAPITRE I. — Conséquences de l'annexion au point de vue de l'état des personnes	47
CHAPITRE II. — Effet de l'annexion sur le droit de propriété	72
CHAPITRE III. — Effet de l'annexion sur les conventions antérieurement consenties.	89
CHAPITRE IV. — Effet de l'annexion sur le droit de succession	108
BIBLIOGRAPHIE	116

